



Autorité de Contrôle de la Microfinance  
سلطة رقابة التمويل الصغير

# RAPPORT Annuel | 2015

**Autorité de Contrôle de la Microfinance**

57 bis, Rue Mokhtar Attia – Immeuble STB 3<sup>ème</sup> étage Tunis

Tél.: +216 70 013 762

Fax : +216 71 257 796

Site Web : [www.acm.gov.tn](http://www.acm.gov.tn)



# Composition du Conseil d'Administration de l'ACM

## **1. Mahmoud Montassar Mansour :**

Président Directeur Général de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance.

## **2. Imed Derouich :**

Membre, Magistrat troisième grade.

## **3. Naima Ben Agla :**

Membre, conseiller auprès du Tribunal Administratif.

## **4. Ali Ouerghi :**

Membre, représentant le Ministère des Finances.

## **5. Anis Ben Taarit<sup>(1)</sup> :**

Membre, représentant le Comité Général des Assurances.

## **6. Mohamed Adel Soudène<sup>(2)</sup> :**

Membre, représentant le Conseil National de la Comptabilité.

## **7. Nabil Felfel :**

Membre, représentant la Banque Centrale de Tunisie.

## **8. Houda Ghozi Khelifa :**

Membre, Choisie pour son expérience dans le domaine de la microfinance.

## **Commissaire aux comptes :**

International Company for Consulting and Auditing « ICCA »

---

<sup>1</sup>. Remplacement de Madame Asma Madhioub par Monsieur Anis Ben Taarit en tant que membre du conseil d'administration de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance, représentant le comité général des assurances.

<sup>2</sup>. Départ à la retraite de M. Mohamed Adel Soudène au cours de l'année 2015.

# Sommaire

Mot du Directeur Général .....	6
<b>I. Activités de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance .....</b>	<b>8</b>
<b>1. Présentation de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance .....</b>	<b>8</b>
<b>2. Réunions du Conseil d'administration et principales décisions .....</b>	<b>8</b>
a. Avis de l'ACM sur les dossiers d'agrément.....	8
b. Avis de l'ACM sur les textes réglementaires relatifs à la microfinance qui lui ont été soumis au cours de l'année 2015 .....	9
c. Décisions portant sur l'organisation et les procédures internes de l'autorité de contrôle de la microfinance .....	9
d. Décisions portant sur le développement du secteur de la microfinance.....	10
e. Décisions portant sur la supervision et le contrôle des IMF .....	10
<b>3. Participation de L'ACM à la formation et la sensibilisation pour la microfinance en Tunisie .....</b>	<b>10</b>
a. La participation de l'ACM à l'atelier de développement et de planification de l'association professionnelle des IMF en Tunisie .....	10
b. La participation de l'ACM à la journée d'étude « Mohamed Zine » portant sur le thème « La Microfinance : quelles perspectives » le 13 novembre 2015 (Faculté de droit et des sciences politiques de Tunis) .....	10
<b>4. Présence de L'ACM aux conférences internationales sur la microfinance .....</b>	<b>11</b>
a. Semaine européenne de la Microfinance à Luxembourg : 18 au 20 novembre.....	11
b. Participation de l'ACM à la conférence de haut niveau G7 du partenariat de DEAUVILLE portant sur « Une inclusion financière responsable pour réaliser l'inclusion sociale et la stabilité » : 28 avril- Berlin .....	11
<b>5. le rôle de l'ACM comme vecteur du développement de l'infrastructure du secteur de la microfinance .....</b>	<b>12</b>
a. Projet de la réalisation de la Centrale des Risques pour le secteur de la Microfinance en Tunisie:.....	12
b. Développement de la supervision des institutions de microfinance en Tunisie .....	13
b.1. Etablissement d'un manuel de procédures de contrôle sur pièces et d'un manuel de procédures de contrôle sur place .....	13
b.2. Fixation des différents reportings à transmettre par les institutions de microfinance à l'ACM .....	13
<b>6. Développement organisationnel et des ressources humaines à l'ACM .....</b>	<b>13</b>

a. Recrutements et objectifs de développement à moyen terme .....	13
b. Activités de formation et développement des compétences.....	14
<b>II. Etat des lieux du secteur de la microfinance en Tunisie .....</b>	<b>16</b>
<b>1. Evolution du cadre législatif et réglementaire de la microfinance .....</b>	<b>16</b>
<b>2. Données sur le secteur de la microfinance en Tunisie .....</b>	<b>18</b>
a. Evolution des microcrédits accordés .....	18
b. le microcrédit moyen .....	19
c. l'encours des microcrédits .....	19
d. le portefeuille à risque 30 jours (PAR30) des IMF SA et ENDA -inter arabe .....	20
e. Données financières sur les IMF- SA et Enda-inter arabe .....	21
f. Répartition des microcrédits par région.....	21
g. Répartition des microcrédits par secteur d'activité .....	23
h. Répartition des microcrédits par type de projet .....	24
i. Répartition des microcrédits par genre .....	25
<b>III. Dynamique de développement du secteur de la microfinance en Tunisie .....</b>	<b>27</b>
<b>1. Etude sur les paiements mobiles et état des lieux de l'innovation financière digitale en Tunisie .....</b>	<b>27</b>
<b>2. Etude sur l'état des lieux de l'inclusion financière en Tunisie « population à bas revenus et micro-entreprises » septembre 2015 .....</b>	<b>27</b>
<b>3. Projet de restructuration des AMC de la région de Bizerte et Siliana .....</b>	<b>28</b>
<b>4. l'Observatoire de l'Inclusion Financière .....</b>	<b>28</b>

## Annexes :

Etats financiers de l'ACM et les rapports général et spécial du commissaire aux comptes

## Mot du Directeur Général

Au cours de l'année 2015, deux nouvelles institutions Greenfield de type société anonyme ont été agréées. Advans Tunisie et le Centre Financier aux Entrepreneurs sont respectivement la troisième et quatrième institution à amorcer une activité de microfinance en Tunisie après Taysir microfinance et Microcred Tunisie agréées en 2014.

L'année 2015 a été marquée également par l'octroi d'un agrément à l'association de microcrédit ASAD qui a filialisé son activité de microfinance dans une association qu'elle a créée à cet effet et dénommée ASAD Tamweel. En 2015 ASAD a été la seule association de microcrédit qui a pu se conformer aux dispositions du décret-loi 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance tel que modifié par la loi n°2014-46 du 24 juillet 2014.

Enda interarabe a été agréée en 2015 pour filialiser son activité de microfinance dans une société anonyme qu'elle a créée à cet effet et dénommée Enda Tamweel. Cet agrément est entré en vigueur à partir du premier janvier 2016.

L'année 2015 a vu la poursuite des travaux de développement du premier lot de la centrale des risques de la microfinance dont la réception provisoire a été constatée le 17 juillet de la même année. Bien avant cette date, consciente de la nécessité impérieuse de prévenir les risques de surendettement et d'endettement croisé, l'Autorité de Contrôle de la Microfinance a saisi officiellement depuis le 19 mars 2015 toutes les IMF agréées et les a sommées de partager entre elles toutes les données nécessaires sur leurs clients bénéficiaires de crédits. Ces IMF ont été assignées de surcroît à s'assurer de l'appartenance effective de tout demandeur de microfinancement à la population cible telle que stipulée par le décret-loi 2011-117 du 5 novembre 2011. Cette population cible, faut-il le rappeler, est constituée de personnes physiques :

- qui appartiennent aux familles nécessiteuses et aux catégories vulnérables et ayant la capacité d'exercer une activité économique,
- ou qui ont une qualification pour exercer une profession, un métier ou une activité génératrice de revenus

Toutes les IMF agréées après le 19 mars 2015 ont été également saisies de la même correspondance.

Par ailleurs, l'année 2015 a été pour l'ACM riche en événements qui ont concouru à l'instauration des principaux piliers nécessaires à l'exercice de son mandat de supervision :

- La mise en œuvre de procédures de contrôle sur pièces et sur place ;
- Le développement de la centrale des risques de la microfinance ;
- Le renforcement de l'effectif de l'ACM par le recrutement de nouveaux contrôleurs ;
- l'organisation de plusieurs sessions de formation articulées autour du contrôle et de la supervision des IMF au profit de tous les contrôleurs de l'ACM ;
- L'instauration de normes prudentielles et des règles de gestion applicables aux IMF et la fixation des éléments de reporting que ces dernières sont tenues d'envoyer à l'ACM.

Concernant ce dernier point, toutes les IMF SA agréées communiquent périodiquement aussi bien par voie électronique que par courrier tous les éléments du Reporting exigés y compris les rapports afférents aux règles prudentielles auxquelles elles sont soumises. Ces règles concernent :

- Le ratio de solvabilité fixé pour les IMF SA à un taux minimum de 15 %. En effet, les fonds propres nets de chaque IMF SA doivent représenter en permanence au moins 15% du total de son actif pondéré en fonction des risques encourus et les fonds propres nets de base ne peuvent être inférieurs et en permanence à 10% des risques encourus ;
- Les règles de classification et de provisionnement des créances de la clientèle ainsi que les taux minimums de provision par classe de risque pour les deux catégories d'IMF SA et associations.

Plus qu'une année s'est écoulée depuis la promulgation de la loi 2014-46 du 24 juillet 2014 qui a prorogé le délai imparti aux associations de microcrédit pour se conformer aux dispositions du décret-loi 2011-117 jusqu'au 31 décembre 2016. Une année avant l'expiration de cette échéance, aucune AMC hormis ASAD n'a pu se mettre en conformité avec les dispositions dudit décret-loi. La restructuration des AMC et leur mise en conformité au cadre légal régissant l'activité des IMF demeurent parmi les principaux défis auxquels est confronté le secteur de la microfinance en Tunisie et qui nécessitent davantage d'efforts de la part de toutes les parties concernées.

**Le Directeur Général  
de l'Autorité de Contrôle de la  
Microfinance**

**Mahmoud Montassar Mansour**

# I. Activités de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance

## 1. Présentation de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance :

Créée par l'article 43 du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, l'Autorité de Contrôle de la Microfinance est un comité indépendant, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière ; ce qui garantit sa neutralité et lui confère les prérogatives de puissance publique lui permettant d'assurer son rôle de superviseur du secteur de la microfinance. Les modalités de fonctionnement de l'ACM sont fixées par le décret 2012-2128 du 28 septembre 2012.

L'Autorité de Contrôle de la Microfinance est chargée principalement de :

- instruire les dossiers d'agrément des institutions de microfinance et d'émettre un avis à leurs propos,
- contrôler sur pièces et sur place les institutions de microfinance, leurs unions et les associations qui ont procédé à la filialisation de leur activité,
- mettre en place un système de centralisation des risques du secteur et de les communiquer aux institutions de microfinance à leur demande, elle peut à cette fin demander aux institutions de microfinance de lui fournir toutes les statistiques et informations lui permettant de suivre le développement de leurs activités. Elle peut également conclure des contrats de partenariat avec des autorités de contrôle similaires pour l'échange d'informations,
- prononcer des pénalités et/ou des sanctions administratives, à l'exception du retrait d'agrément, en cas de violation des dispositions du décret-loi 2011-117 précité et de ses textes d'application,
- proposer, avec justification, au ministre des finances le retrait de l'agrément des institutions de microfinance et de leurs unions,
- émettre son avis au ministre des finances sur la législation relative à la microfinance.

## 2. Réunions du conseil d'administration et principales décisions :

Durant l'année 2015, le conseil d'administration de l'ACM s'est réuni huit fois, soit une fois toutes les six semaines et a pris les principales décisions suivantes :

### a. Avis de l'ACM sur les dossiers d'agréments :

- Demande d'agrément de l'institution « Centre Financier aux Entrepreneurs CFE » pour l'exercice de l'activité de microfinance.
- Demande d'agrément de l'ONG « Enda Inter-Arabe » pour filialiser son activité de microfinance dans une institution de microfinance sous forme d'une société anonyme créée à cet effet et dénommée « Enda Tamweel ».
- Demande d'agrément de « l'association de soutien à l'auto-développement ASAD », pour filialiser son activité de microfinance dans une institution de microfinance sous

forme associative créée à cet effet et dénommée « ASAD Tamweel ».

- Demande d'agrément de la société «Zitouna Tamkeen » pour l'exercice de l'activité de microfinance

Le tableau suivant récapitule les différentes dates d'octroi des accords de principe et des agréments pour les IMF :

Institution de microfinance	Accord de principe		Agrément	
	Avis de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance	Décision du Ministre des Finances	Avis de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance	Décision du Ministre des Finances
Taysir Microfinance	10/01/2014	19/02/2014	07/03/2014	28/03/2014
Microcred Tunisie	04/07/2014	15/08/2014	19/09/2014	03/10/2014
Advans Tunisie	04/07/2014	15/08/2014	29/12/2014	22/01/2015
CFE Tunisie	19/09/2014	03/10/2014	26/03/2015	21/04/2015
Filialisation de l'activité de microfinance de l'association de soutien à l'auto-développement ASAD	-	-	16/06/2015	19/08/2015
Filialisation de l'activité de microfinance d'ENDA inter-arabe	-	-	23/10/2015	31/12/2015
Zitouna tamkeen	04/12/2015	07/01/2016	20/04/2016	06/05/2016

#### **b. Avis de l'ACM sur les textes réglementaires relatifs à la microfinance qui lui ont été soumis au cours de l'année 2015 :**

- Projet d'arrêté du ministre des finances fixant les normes de gouvernance des institutions de microfinance et des associations de développement ;
- Projet d'arrêté du ministre des finances fixant les normes de transparence financière et les règles de gestion des institutions de microfinance et des associations de développement
- Projet d'arrêté du ministre des finances relatif à la fixation des taux et des modalités de perception de la contribution des institutions de microfinance revenant à l'ACM.

#### **c. Décisions portant sur l'organisation et les procédures internes de l'ACM:**

- Approbation du manuel des procédures d'instruction des dossiers d'agrément pour la filialisation de l'activité de microfinance.
- Approbation du manuel des procédures d'instruction des dossiers d'agrément pour l'acquisition des actions d'une institution de microfinance.
- Approbation du manuel des procédures de contrôle sur pièces.
- Approbation du manuel des procédures de contrôle sur place.

#### **d. Décisions portant sur le développement du secteur de la microfinance :**

- Examen de la problématique d'octroi des crédits à taux 0% par des associations opérant sans agrément d'exercice de l'activité de microfinance.
- Approbation de la note n° 5 de l'ACM relative au projet de financement des Micro, Petites et Moyennes Entreprises en Tunisie dans le cadre de l'accord de prêt de 72,6 millions d'Euros signé le 22 Mai 2014 entre la République Tunisienne et la Banque Internationale pour la Restructuration et le Développement.
- Approbation de la note n° 6 de l'ACM relative à la Centrale des Risques de la Microfinance.

#### **e. Décisions portant sur la supervision et le contrôle des IMF :**

- Planification des interventions de contrôle sur place pour la fin de l'exercice 2015.
- Planification des interventions de contrôle sur place pour l'exercice 2016.
- Approbation des informations et le reporting périodique à transmettre par les institutions de microfinance à l'Autorité de Contrôle de la Microfinance

### **3. Participation de L'ACM à la formation et la sensibilisation pour la microfinance en Tunisie :**

#### **a. La participation de l'ACM à l'atelier de développement et de planification de l'association professionnelle des IMF en Tunisie :**

Dans le cadre du projet d'appui à la microfinance en Tunisie, la GIZ a organisé le 1er et 2 septembre 2015, l'atelier de développement et de planification de l'association professionnelle des IMF en Tunisie.

Marquée par la présence des représentants des IMF, du ministère des finances et de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance, cette rencontre a permis aux participants d'échanger sur les particularités, le contexte, l'objet, les statuts, la vision et les activités de cette association professionnelle.

La participation de l'ACM a eu lieu au démarrage de cet atelier qui a été dédié à la présentation du rôle d'une telle association dans le développement du secteur de la microfinance, des meilleures pratiques de gestion et de développement, et des attentes des IMF à son égard.

L'atelier a également permis aux participants de découvrir les expériences des associations professionnelles dans d'autres pays dans le monde, tout en mettant l'accent sur la façon avec laquelle elles ont fait face aux défis et aux opportunités dans des contextes similaires, notamment en Jordanie (association tanmeyah).

#### **b. La participation de l'ACM à la journée d'étude « Mohamed Zine » portant sur le thème « La Microfinance : quelles perspectives » le 13 novembre 2015 à la Faculté de droit et des sciences politiques de Tunis :**

L'ACM a participé à la journée d'étude sur le thème : « La microfinance : quelles perspectives ? » qui a eu lieu à la faculté de droit et des sciences politiques de Tunis, le 13 novembre 2015.

Cette rencontre a été organisée, par le Laboratoire de Droit des Relations Internationales, des Marchés et des Négociations DRIMAN, et a réuni plusieurs chercheurs, professeurs universitaires et hauts cadres nationaux.

Une présentation portant sur « L'évolution du cadre juridique des institutions de la microfinance » a été assurée par M. Imed DEROUICHE, membre du conseil d'administration de l'ACM et directeur général des études et de législation au sein du ministère de la justice. Par ailleurs le président du conseil d'administration et directeur

général de l'ACM, M. Mahmoud Montassar MANSOUR a présenté « l'Etat des lieux de la Microfinance depuis 2011 : évolution et perspectives ».

Les présentations, les discussions et débats ont été axés sur l'environnement des IMF (les enjeux socio-économiques, la diversification, l'innovation et les nouvelles technologies dans la microfinance), en plus de la microfinance islamique.

En revanche, un vif intérêt a été porté à la fusion des associations et à la gouvernance des IMF.

#### **4. Présence de L'ACM aux conférences internationales sur la microfinance :**

##### **a. Semaine européenne de la Microfinance : du 18 au 20 novembre 2015- Luxembourg :**

Dans le cadre de sa présidence de la campagne pour l'année européenne de développement « AED 2015 », le grand-duché a soutenu l'organisation de la semaine européenne de la microfinance par la Plateforme Européenne de la Microfinance (e-MFP) du 18 au 20 novembre 2015 à Abbaye de Neumünster.

L'Autorité de Contrôle de la Microfinance a participé à cet événement qui portait sur le thème « L'inclusion financière pour un développement durable ».

Cette rencontre a réuni des banques et institutions financières, des agences gouvernementales, des ONG, des sociétés de conseil, des chercheurs et des universités pour des débats approfondis et de haut niveau qui portait essentiellement sur l'inclusion financière responsable.

Considérée comme l'événement annuel majeur du secteur de la microfinance, la semaine européenne de la microfinance a proposé plusieurs séances plénières et des discussions axées sur des sujets en rapport avec le thème central et les acteurs de la microfinance, et a offert pour l'ACM de nombreuses opportunités de nouer des contacts.

##### **b. Participation de l'ACM à la conférence de haut niveau G7 du partenariat de DEAUVILLE portant sur une inclusion financière responsable pour réaliser l'inclusion sociale et la stabilité : 28 avril 2015- Berlin :**

Dans le cadre du Partenariat de Deauville G7, et en collaboration avec l'Alliance pour l'inclusion financière (AFI), le ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et le ministère fédéral des Finances (BMF) ont été l'hôte d'une conférence sur les défis et les opportunités de l'inclusion financière dans la région MENA.

L'Autorité de Contrôle de la Microfinance a été parmi plus de 100 participants de haut niveau, à cette rencontre d'une journée, qui a eu lieu à Berlin, le 28 avril 2015.

L'objectif de la conférence est de lancer un plan d'action du partenariat de Deauville pour l'inclusion financière dans la région. Ce plan d'action vise à soutenir l'Égypte, la Jordanie, la Libye, le Maroc, la Tunisie et le Yémen dans les réformes globales visant à apporter plus de leurs citoyens dans le système financier formel et la conduite vers une croissance économique durable.

La conférence a présenté également les perspectives de participants du secteur privé, des institutions financières internationales et les pays du G7 en la matière.

## 5. Le rôle de l'ACM comme vecteur du développement de l'infrastructure du secteur de la microfinance :

### a. Projet de la réalisation de la Centrale des Risques pour le secteur de la Microfinance en Tunisie durant l'année 2015 :

Conformément aux dispositions de l'article 43 du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance :

« L'Autorité de Contrôle de la Microfinance est chargée de mettre en place un système de centralisation des risques du secteur et de les communiquer aux institutions de microfinance à leur demande. Elle peut à cette fin, demander aux institutions de microfinance de lui fournir toutes les statistiques et informations lui permettant de suivre le développement de leurs activités. Elle peut également conclure des contrats de partenariat avec des autorités de contrôle similaires pour l'échange d'informations ».

L'autorité de contrôle de la microfinance, a débuté les travaux de mise en place de la CRM depuis 2014, ces travaux se sont poursuivis en 2015 selon un calendrier bien déterminé.

En effet, Le comité de pilotage composé de représentants du ministère des finances, de l'ACM, de la BCT, de la BTS, des IMF, de la GIZ et d'ArabSoft a lancé effectivement le projet de la CRM et a validé la charte de ce projet le 05 novembre 2014, lors d'une réunion officielle tenue au siège de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance.

Les premières étapes des travaux réalisés en 2015 et qui ont été validées par le comité de pilotage se résument comme suit :

1. Rapport de spécification des besoins
2. Guide de déclaration IMF/CRM réalisé par ARABSOFT
3. Planning de l'extraction et la mise au point des données des IMF

Le premier Lot de la CRM « Lot 1 » a été alors mis en mode de pré-production après la validation de la phase test effectuée par l'ACM en collaboration avec ArabSoft et les différentes IMF en se basant sur des échantillons fournis par celles-ci. Le procès-verbal de la réception provisoire de la CRM a été signé en juillet 2015.

Un plan d'action a été mis en place par la suite pour remédier à des incohérences relevées par l'ACM, et finaliser ainsi l'étape de la réception provisoire du premier Lot de la CRM.

Plusieurs réunions du comité de pilotage ont été organisées par l'ACM essentiellement sur le scénario d'intégration des AMC dans la CRM et ont porté sur plusieurs sujets notamment la question d'intégration des données des AMC à la CRM.

Par ailleurs, il y a eu un besoin de définir le deuxième lot de la CRM « Lot 2 » portant, essentiellement sur les points suivants :

- Reprise des données historiques
- Reprise des données des AMC à travers la BTS
- Amélioration du rapport de consultation à destination des IMF :
  - Remontée des engagements pour lequel le client est également garant
  - Lien d'une personne physique avec des personnes morales à travers l'accès aux engagements professionnels
  - Ajout du nombre de consultations sur les 30 derniers jours sur un client
  - Ajout de nouveaux rapports pour l'ACM

## b. Développement de la supervision des institutions de microfinance en Tunisie :

### b.1 Etablissement d'un manuel de contrôle sur pièces et d'un manuel de contrôle sur place :

Dans le cadre de l'assistance technique de la coopération allemande au développement « GIZ », le Bureau d'Etude allemand « AFC Consultants International » a mis à la disposition de l'ACM courant l'année 2015, deux manuels de procédures portant respectivement sur le contrôle sur pièces et sur le contrôle sur place, le conseil de l'ACM réuni le 06 novembre 2015, a approuvé l'adoption des deux manuels.

### b.2 Fixation des différents reportings à transmettre par les institutions de microfinance à l'ACM :

En attendant la publication de l'arrêté du ministre des finances fixant les règles et les normes de gestion et de transparence financière des institutions de microfinance et afin d'initier les IMF aux exigences de reporting vis-à-vis de l'ACM, une correspondance a été envoyée aux IMF, au mois d'août 2015, fixant la liste des rapports et des états à transmettre à l'ACM ainsi que leurs périodicités.

Etat/Rapport		Périodicité
1	Bilan	Trimestrielle
2	État de résultat	Trimestrielle
3	État des flux de trésorerie	Annuelle
4	Balance par âge des créances sur la clientèle	Trimestrielle
5	Calcul des dotations aux provisions	Trimestrielle
6	Ventilation des actifs et des passifs selon leur durée résiduelle	Trimestrielle
7	Ratio de solvabilité	Trimestrielle
8	Données non opérationnelles	Trimestrielle
9	Note sur l'exposition au risque de change et les couvertures effectuées	Trimestrielle
10	Rapports du commissaire aux comptes	Annuelle
11	Politique générale et plan d'affaires mises à jour	Annuelle

## 6. Développement organisationnel et des ressources humaines à l'ACM :

### a. Recrutements et objectifs de développement à moyen terme :

L'Autorité de Contrôle de la Microfinance s'est engagée dans une politique de recrutement responsable, garantissant le respect des principes d'objectivité, d'éthique, et de non-discrimination.

C'est ainsi qu'elle a procédé, afin de renforcer son effectif et suite à l'accord de son conseil d'administration, au recrutement de 04 employés cadres au cours de l'année 2015, par voie du concours externe sur dossiers suivi d'entretiens avec les membres de la commission du concours.

Hormis le renforcement de son effectif par des recrutements, l'ACM a étoffé son équipe par un nouveau cadre du ministère des finances en novembre 2015 via la procédure de détachement.

La recherche d'un dynamisme constant dans l'équipe à travers la conjugaison des facteurs compétence et expérience, s'inscrit dans la politique de recrutement de l'ACM et répond aux choix stratégiques de son conseil d'administration en matière de gestion des ressources humaines.

## **b. Activités de formation et développement des compétences :**

Dans le cadre de l'activité de formation et développement des compétences, les agents de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance ont participé durant l'année 2015 à plusieurs sessions de formation.

L'ACM veille à soutenir le développement des compétences de son équipe à travers une politique active de formation. En effet, ses agents participent, à leur entrée mais également tout au long de leur carrière à différentes formations tant en Tunisie qu'à l'étranger, diplômantes ou pas.

### **► Formation sur les deux manuels de procédures de contrôle :**

Une mission d'assistance technique assurée par le Bureau d'Etude allemand « AFC Consultants International » a mis à la disposition de l'ACM courant 2015, deux manuels de procédures portant respectivement sur le contrôle sur pièces et sur le contrôle sur place.

L'équipe en charge du contrôle au sein de l'ACM a été formée sur ces deux manuels, par Monsieur Jean Plamondon, en interne pour le contrôle sur pièces et, à travers un exercice d'application sur place chez une institution de microfinance, pour le contrôle sur place.

### **► Formation sur l'évaluation des performances financières et sociales des IMF organisée par MicroMED du 30 novembre au 03 décembre 2015 :**

L'équipe de l'ACM a participé du 30 novembre au 03 décembre 2015 à la formation sur l'évaluation des performances financières et sociales des IMF organisée par MicroMED. Cette formation avait comme objectif :

- Apprendre à calculer et interpréter les indicateurs de performance clés,
- Comprendre la situation financière et sociale d'une IMF et ainsi que son positionnement face à ses concurrents,
- Comprendre l'importance du suivi des indicateurs de performance dans la gestion quotidienne d'une IMF à fin d'analyser les tendances financières, de se positionner dans le secteur et identifier d'éventuels risques à mitiger,
- Utiliser un outil logiciel rassemblant les ratios essentiels à la gestion des performances financières et sociales qui génère automatiquement et analyse les graphiques et les indicateurs de l'institution (MFI-Factsheet).

Cette formation a duré quatre (4) jours animés par « Charles Cordier » formateur Microfact qui est une initiative de ADA et de BRS, et c'est une plateforme en ligne qui permet le téléchargement et la mise à jour et support sur les outils Microfact finance et assurance dont notamment le logiciel « MFI-Factsheet ».

### **► Voyage d'étude sur la microfinance, les banques coopératives et la supervision bancaire : Allemagne, du 24 au 30 Mai 2015 :**

Une équipe de l'ACM a participé à la formation organisée par l'ADG « Die Akademie Deutscher Genossenschaften » du 24 au 30 mai 2015, à Montabaur en Allemagne.

Cette formation a porté sur la microfinance, les banques coopératives et la supervision bancaire. Des modèles de réglementation et de supervision bancaire ont été présentés, tel que le modèle de Tadjikistan et celui de Lituanie.

La présentation de l'expérience allemande en matière de banques coopératives, a considérablement enrichie cette formation, étant donné que l'Allemagne, constitue un exemple de référence en la matière et le premier pays qui a vu naître la banque coopérative au XIXe siècle, avec les initiatives de Frédéric-Guillaume Raiffeisen et de Hermann Schulze-Delitzsch.

L'équipe participante a également visité la Banque fédérale d'Allemagne « Buba », et l'Autorité fédérale allemande de surveillance des services financiers « BaFin ».

► **Formation en microfinance dans le cadre du programme annuel Boulder « Boulder Institute of Microfinance » : Turin- Italie du 20 juillet au 7 août 2015**

Un cadre de l'ACM a participé du 20 juillet au 7 août 2015 à la Formation annuelle Boulder en microfinance (Boulder MFT) organisée par « Boulder Institute of Microfinance » au Centre International de Formation de l'OIT à Turin en Italie.

Avec une vingtaine de cours assurés en langue française, cette formation de trois semaines s'adresse à une diversité de professionnels de la microfinance et de la finance inclusive opérant dans les cinq continents.

## II. Etat des lieux du secteur de la microfinance en Tunisie :

### 1. Evolution du cadre législatif et réglementaire de la microfinance :

Conformément à l'article 43 du décret-loi 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance, l'ACM est chargée, entre autres, d'émettre son avis au ministre des finances sur la législation relative à la microfinance.

Durant L'année 2015 le conseil d'administration de l'ACM a examiné et a émis son avis sur les projets d'arrêtés suivants :

- Le projet d'arrêté du ministre des finances fixant les règles et les normes de gestion et de transparence financière des institutions de microfinance :

Ce projet fixe les normes prudentielles et les règles de gestion des IMF. Il traite notamment des règles de classement des créances, de provisionnement des créances douteuses, des délais et modalités de radiation des créances et des différents éléments du reporting que les institutions de microfinance sont tenues de communiquer à l'ACM, ainsi que leurs périodicités.

- Le projet d'arrêté du ministre des finances fixant les normes de gouvernance des institutions de microfinance :

Ce projet fixe les prérogatives des organes d'administration et de gestion et des comités spécialisés. Il définit, également, le système de contrôle interne et de contrôle de la conformité au sein des institutions de microfinance.

- Le projet d'arrêté du ministre des finances relatif à la fixation des taux et des modalités de perception de la contribution des institutions de microfinance revenant à l'ACM :

Cet arrêté a été promulgué en date du 9 février 2016, il fixe les taux et les modalités de perception de la contribution des IMF revenant à l'ACM ainsi que les pénalités de retard en cas de paiement partiel ou de non-respect des délais.

## Evolution du cadre législatif et réglementaire de la microfinance depuis 2011

► 11/2011

Décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance.

Décret-loi n° 2011-118 du 5 novembre 2011, portant dispositions fiscales relatives aux institutions de microfinance.

► 01/2012

Arrêté du ministre des finances du 18 janvier 2012, relatif à la fixation du montant maximum du microcrédit et des conditions de son octroi par les institutions de microfinance.

► 09/2012

Décret n° 2012-2128 du 28 septembre 2012, fixant les modalités de fonctionnement de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance.

► 11/2012

Décret n°2012-2643 du 6 novembre 2012, portant nomination du Directeur Général de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance.

► 01/2013

Arrêté du ministre des finances du 22 janvier 2013, relatif aux procédures d'octroi des agréments aux institutions de microfinance, et leur évolution institutionnelle.

► 04/ 2013

Arrêté du ministre des finances du 22 avril 2013, portant nomination du président et des membres du conseil d'administration de l'autorité de contrôle de la microfinance.

► 04/2013

Arrêté du ministre des finances du 16 avril 2013, relatif à la fixation des missions des unions des institutions de microfinance.

► 08/2013

Arrêté du ministre des finances du 19 août 2013, modifiant l'arrêté du ministre des finances du 22 janvier 2013, relatif aux procédures d'octroi des agréments aux institutions de microfinance, et leur évolution institutionnelle.

► 07/2014

Loi n° 2014-46 du 24 juillet 2014, modifiant le décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance.

► 11/2014

Arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances du 17 novembre 2014, relatif à la fixation des modalités de l'audit externe des comptes des institutions de microfinance.

► 02/2016

Arrêté du ministre des finances du 9 février 2016 fixant les taux et les modalités de perception de la contribution des institutions de microfinance revenant à l'autorité de contrôle de la microfinance

## 2. Données sur le secteur de la microfinance en Tunisie durant l'année 2015 :

Au 31 décembre 2015, le secteur de la microfinance en Tunisie se composait de :

- 289 Associations de Microcrédit (AMC) agréées dans le cadre de la loi N° 99-67 du 15 juillet 1999 relative aux microcrédits accordés par les associations dont 176 qui sont actives et 9 n'ont jamais exercé l'activité de microcrédit.
- « Enda Inter Arabe » une organisation non gouvernementale qui a filialisé son activité de microfinance au sein de « Enda Tamweel » pour exercer l'activité de la microfinance,
- « Taysir Microfinance »
- « MicroCred Tunisie »,
- « Advans Tunisie »,
- « Centre financier aux entrepreneurs »,
- « ASAD Tamweel » : Institution de microfinance sous forme associative créée dans le cadre de l'opération de filialisation de l'activité de microfinance de l'association de soutien à l'auto-développement (ASAD).

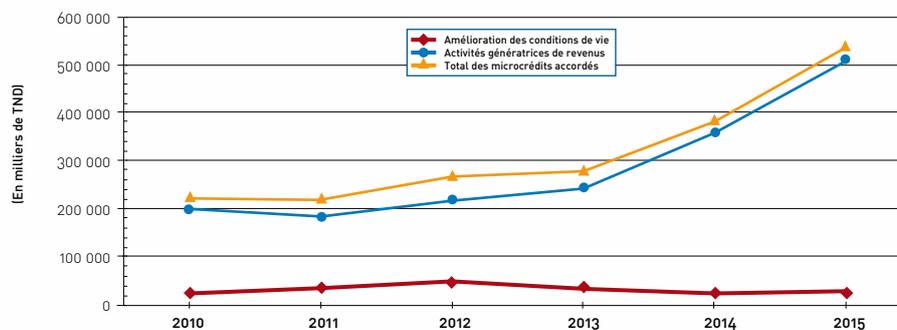
L'article 58 du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance tel que modifié par la loi n° 2014-46 du 24 juillet 2014, a conféré aux AMC la qualité d'institution de microfinance à condition de se conformer aux dispositions dudit décret-loi dans un délai maximum qui prendra fin au 31 décembre 2016. Jusqu'au 31 décembre 2015, hormis l'association de soutien à l'auto-développement (ASAD), aucune autre AMC n'a pu se conformer aux dispositions du décret-loi tel que modifié par la loi n° 2014-46, notamment en ce qui concerne l'obligation d'avoir une dotation associative de cinquante mille dinars.

### a. Evolution des microcrédits accordés :

(En milliers de TND)

	2010		2011		2012		2013		2014		2015	
	Nombre	montant										
Activités génératrices de revenus	225 793	199 028	195 434	184 664	199 588	219 369	205 518	243 461	250 784	360 172	290 798	509 664
Amélioration des conditions de vie	50 533	23 448	62 719	35 006	71 705	48 578	46 293	32 398	32 927	23 122	38 949	26 418
<b>Total des microcrédits accordés</b>	<b>276 326</b>	<b>222 476</b>	<b>258 153</b>	<b>219 670</b>	<b>271 293</b>	<b>267 947</b>	<b>251 811</b>	<b>275 859</b>	<b>283 711</b>	<b>383 294</b>	<b>329 747</b>	<b>536 082</b>

Évolution du montant des microcrédits accordés de 2010 à 2015



Le nombre total des microcrédits accordés durant l'année 2015 a enregistré un taux de croissance de 16.2 % par rapport à l'année 2014. En effet, 329 747 crédits ont été distribués en 2015 contre 283711 une année auparavant.

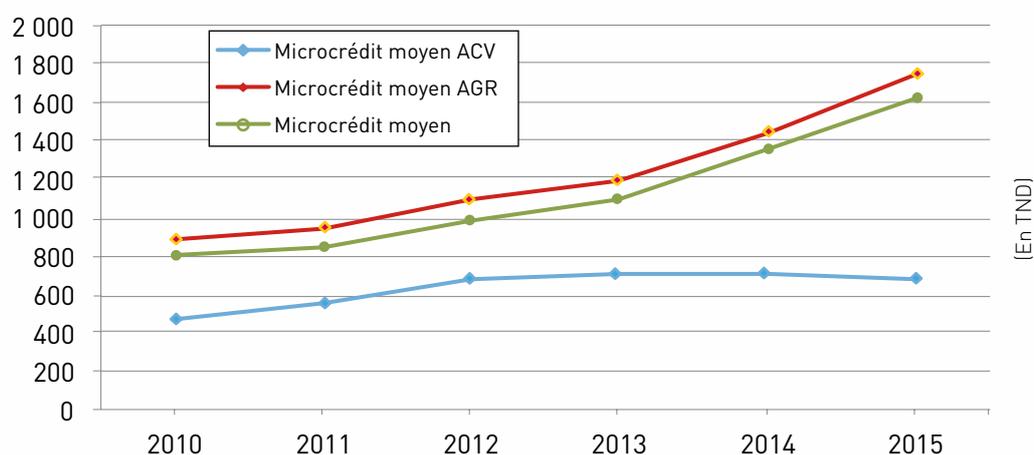
Le montant total des microcrédits accordés durant l'année 2015 a enregistré un taux de croissance de 39.8% en passant de 383,3 millions de TND en 2014 à 536.1 millions de TND à fin 2015.

### b. Le microcrédit moyen :

(En TND)

Désignation	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Microcrédit moyen ACV	464	558	677	700	702	678
Microcrédit moyen AGR	881	945	1 099	1 185	1 436	1 753
Microcrédit moyen (ACV et AGR)	805	851	988	1 096	1 351	1 626

Évolution du montant du microcrédit moyen de 2010 à 2015



Le montant du microcrédit moyen a enregistré une augmentation durant la période allant de 2010 à 2015.

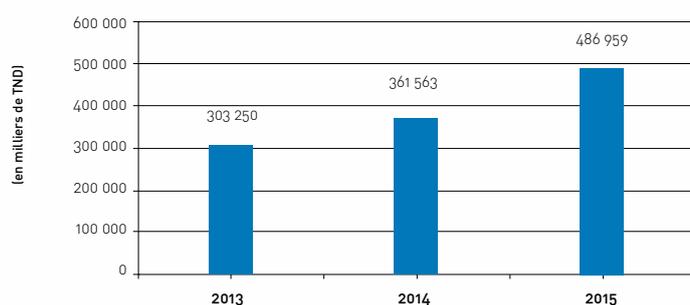
Pour les microcrédits alloués aux activités génératrices de revenus, le montant moyen s'est établi à 1753 TND en 2015 contre 1436 TND en 2014 enregistrant un taux de croissance de 22 %.

### c. L'encours des microcrédits :

(En milliers de TND)

	2013	2014	2015
Encours des microcrédits au 31 décembre :	303 250	361 563	486 959

Evolution du montant de l'encours du secteur de 2013 à 2015



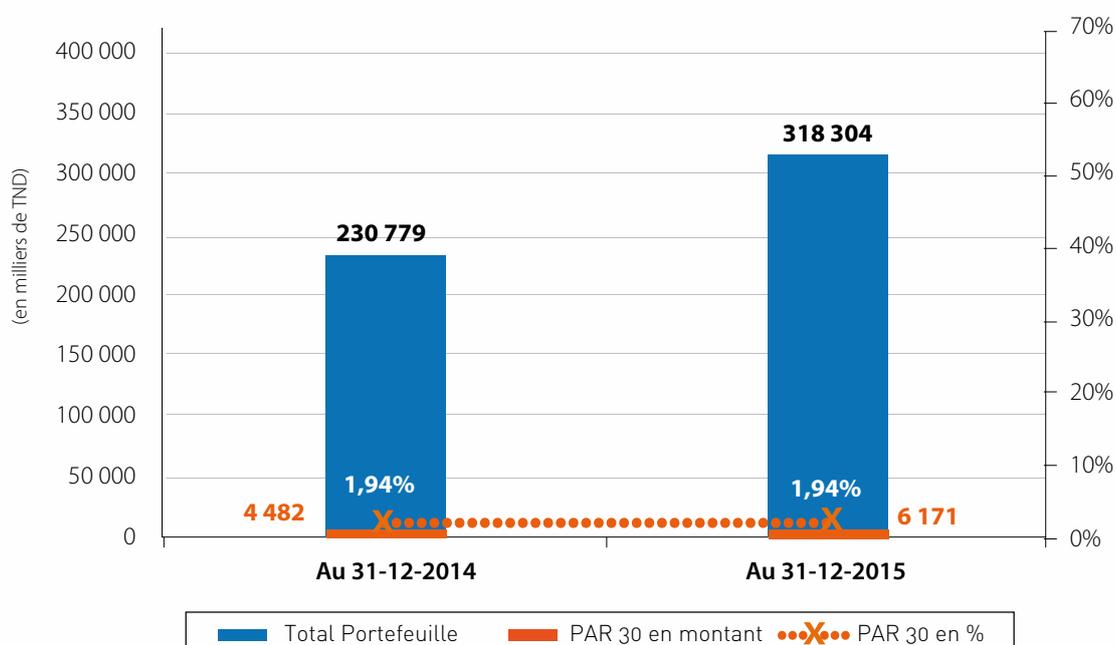
Le montant de l'encours de microcrédits a enregistré une augmentation importante de 34,7% entre l'année 2014 et l'année 2015 en passant de 361,563 millions de TND à 486,959 millions de TND.

#### d. Le portefeuille à risque 30 jours (PAR30) des IMF SA et ENDA inter-arabe :

(En TND)

IMF SA et Enda Inter-Arabe	Au 31/12/2014	Au 31/12/2015
Portefeuille	228 996 270	316 527 374
PAR 30 sans intégration des crédits réaménagés, rééchelonnés et radiés	2 079 719	3 719 270
PAR 30 sans intégration des crédits réaménagés, rééchelonnés et radiés (en %)	0,91%	1,18%
Crédits rééchelonnés	478 458	305 413
Crédits réaménagés	140 910	370 007
Crédits radiés	1 782 610	1 776 502
Portefeuille+ les crédits radiés	230 778 880	318 303 876
PAR 30 avec intégration de crédits réaménagés, rééchelonnés et radiés	4 481 697	6 171 192
PAR 30 avec intégration des crédits réaménagés, rééchelonnés et radiés (en %)	1,94%	1,94%

#### PAR 30 des IMF SA et Enda Inter-arabe 2014-2015



Le PAR 30 en TND avec intégration des crédits réaménagés, rééchelonnés et radiés des IMF SA et Enda inter-arabe est passé de 4,482 millions de TND en 2014 à 6,171 millions de TND en 2015, soit une augmentation de 38%. Toutefois, le PAR 30 en pourcentage s'est établie pour la deuxième année consécutive, à 1,94%.

## e. Données financières sur les IMF SA et ENDA inter-arabe :

(en TND)

IMF SA et Enda Inter-Arabe	TOTAL	
	2014	2015
<b>Données bilancielle</b>		
Total des Actifs	256 552 246	348 944 847
Créances sur la clientèle	246 035 483	299 713 514
(Moins) Provisions pour créances douteuses	(9 089 490)	(13 058 828)
Total des Passifs	200 447 339	271 595 648
Emprunts et autres passifs financiers	188 494 049	250 555 193
Concours bancaires	120470	1 835 369
Total des capitaux propres	56 104 907	77 349 199
Capital social	8 000 000	23 902 000
<b>Données de l'état de résultat</b>		
Total des produits d'exploitation microfinance	51 624 348	73 634 816
Intérêts et revenus assimilés	18 593 421	31 021 614
Autres revenus sur microcrédits	32 845 833	42 285 618
Total des charges d'exploitation microfinance	12 233 885	18 494 302
Produit net des activités microfinance	39 390 463	55 140 514
Charges du personnel	23 043 430	31 221 510
Charges générales d'exploitation	9 272 661	13 939 245
Résultat d'exploitation	5 099 976	3 687 282
Résultat de l'exercice	5 874 602	4 337 390

Le chiffre d'affaires des IMF SA et Enda inter-arabe a enregistré une augmentation importante de 42,64 % entre 2014 et 2015 en passant de 51,6 millions de TND à 73,6 millions de TND,

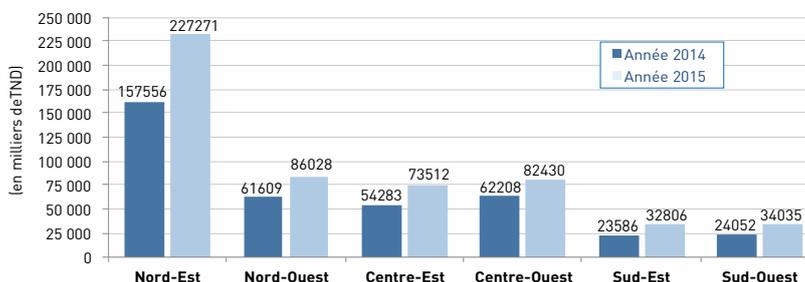
Toutefois, le résultat consolidé de ces entités a connu une baisse considérable estimée à 26% en passant de 5,8 millions de TND en 2014 à 4,3 millions de TND en 2015. Cette baisse s'explique notamment par une augmentation des charges d'exploitation de 51,2 % entre 2014 et 2015 étant donné que les IMF nouvellement créées sont en phase de démarrage.

## f. Répartition des microcrédits par région :

### 1. Années 2014- 2015 :

(En milliers de TND)

Répartition des microcrédits par région	2014				2015				Taux de croissance 2014-2015	
	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)	en nombre	en montant
Nord-Est	117 250	41,33%	157 556	41,11%	133 495	40,48%	227 271	42,39%	14%	44%
Nord-Ouest	46 468	16,38%	61 609	16,07%	54 060	16,39%	86 028	16,05%	16%	40%
Centre-Est	39 593	13,96%	54 283	14,16%	45 593	13,83%	73 512	13,71%	15%	35%
Centre-Ouest	41 031	14,46%	62 208	16,23%	48 535	14,72%	82 430	15,38%	18%	33%
Sud-Est	20 564	7,25%	23 586	6,15%	24 050	7,29%	32 806	6,12%	17%	39%
Sud-Ouest	18 805	6,63%	24 052	6,28%	24 014	7,28%	34 035	6,35%	28%	42%
<b>Total</b>	<b>283 711</b>	<b>100%</b>	<b>383 294</b>	<b>100%</b>	<b>329 747</b>	<b>100%</b>	<b>536 082</b>	<b>100%</b>	<b>16%</b>	<b>40%</b>

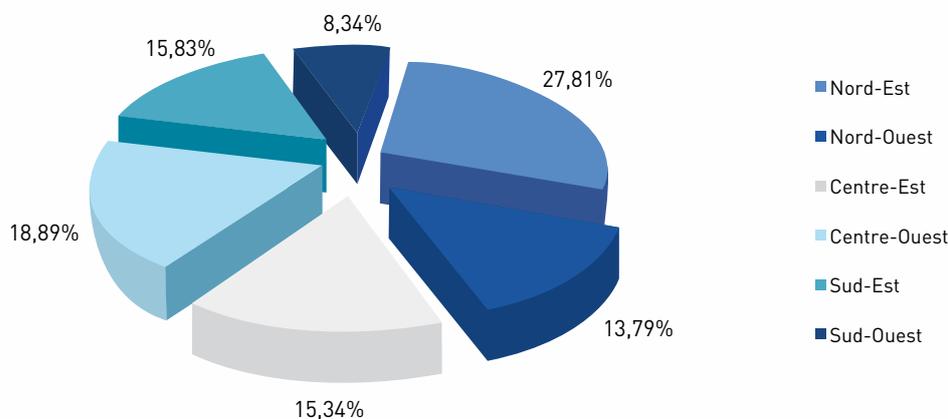
**Évolution du montant des microcrédits accordés par région entre 2014 et 2015**


40.48% du nombre des microcrédits accordés en 2015 ont profité à la région du Nord-Est avec une valeur globale d'environ 227 millions de TND. Par contre la région de Sud-Est et celle du Sud-Ouest ont profité ensemble de 14.57% du nombre total des microcrédits accordés correspondant à 12.47% de leur valeur globale.

**2. Période 1999-2015 :**

(En milliers de TND)

Répartition des microcrédits par région	cumul (1999-2015)			
	Nombre	(%)	Montant	(%)
Nord-Est	752 520	28,24%	721 344	27,81%
Nord-Ouest	339 914	12,76%	357 791	13,79%
Centre-Est	470 627	17,66%	397 870	15,34%
Centre-Ouest	494 483	18,56%	489 995	18,89%
Sud-Est	387 175	14,53%	410 515	15,83%
Sud-Ouest	220 101	8,26%	216 176	8,34%
<b>Total</b>	<b>2 664 820</b>	<b>100%</b>	<b>2 593 691</b>	<b>100%</b>

**Répartition par région du montant cumulé des microcrédits accordés de 1999 à 2015**


Sur la période 1999-2015, la région du Nord (Est et ouest) a profité à elle seule de plus de 1 milliard de TND soit 41.6% de la valeur globale des microcrédits accordés durant la même période.

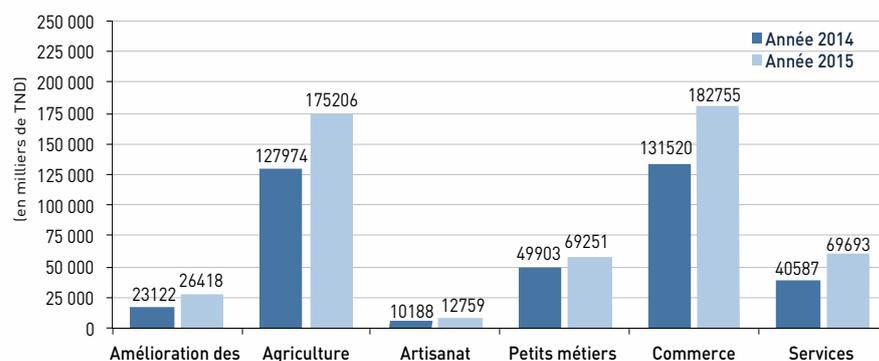
## g. Répartition des microcrédits par secteur d'activité :

### 1- Années 2014- 2015 :

(En milliers de TND)

Répartition des microcrédits par secteur d'activité	2014				2015				Taux de croissance 2014-2015	
	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)	en nombre	en montant
Amélioration des conditions de vie	32 927	11,61%	23 122	6,03%	38 949	11,81%	26 418	4,93%	18%	14%
Agriculture	92 623	32,65%	127 974	33,39%	107 447	32,58%	175 206	32,68%	16%	37%
Artisanat	8 676	3,06%	10 188	2,66%	9 457	2,87%	12 759	2,38%	9%	25%
Petits métiers	38 652	13,62%	49 903	13,02%	44 626	13,53%	69 251	12,92%	15%	39%
Commerce	87 644	30,89%	131 520	34,31%	98 163	29,77%	182 755	34,09%	12%	39%
Services	23 189	8,17%	40 587	10,59%	31 105	9,43%	69 693	13,00%	34%	72%
<b>Total</b>	<b>283 711</b>	<b>100%</b>	<b>383 294</b>	<b>100%</b>	<b>329 747</b>	<b>100%</b>	<b>536 082</b>	<b>100%</b>	<b>16%</b>	<b>40%</b>

Evolution du montant des microcrédits accordés par secteur d'activité entre 2014 et 2015



Avec plus de 182 millions de TND, le commerce a accaparé la part prépondérante des microcrédits accordés durant l'année 2015. Classée deuxième, l'agriculture a bénéficié néanmoins du plus grand nombre de microcrédits avec une valeur globale supérieure à 175 millions de TND.

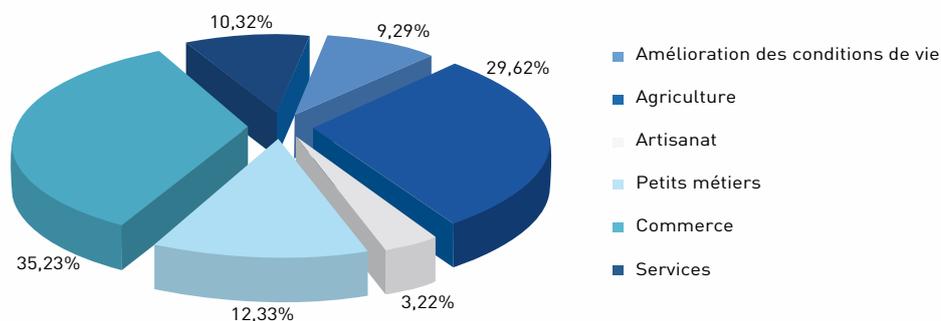
L'artisanat reste le secteur qui a bénéficié le moins des microcrédits, sa part ne représente que 2.38% du montant global des microcrédits accordés.

### 2- Période 1999-2015 :

(En milliers de TND)

Répartition des microcrédits par secteur d'activité	cumul (1999-2015)			
	Nombre	(%)	Montant	(%)
Amélioration des conditions de vie	410 521	15,41%	240 929	9,29%
Agriculture	709 929	26,64%	768 190	29,62%
Artisanat	106 141	3,98%	83 492	3,22%
petits métiers	326 659	12,26%	319 678	12,33%
Commerce	901 897	33,84%	913 693	35,23%
Services	209 673	7,87%	267 709	10,32%
<b>Total</b>	<b>2 664 820</b>	<b>100%</b>	<b>2 593 691</b>	<b>100%</b>

### Répartition du cumul du montant des microcrédits accordés par secteur d'activité de 1999 à 2015



Sur la période 1999-2015, le commerce a profité à lui seul d'environ 914 millions de TND suivi de l'agriculture qui a bénéficié de plus de 768 millions de TND. Ensemble, ces deux secteurs ont profité de 64.85% de la valeur des microcrédits accordés durant la période 1999-2015.

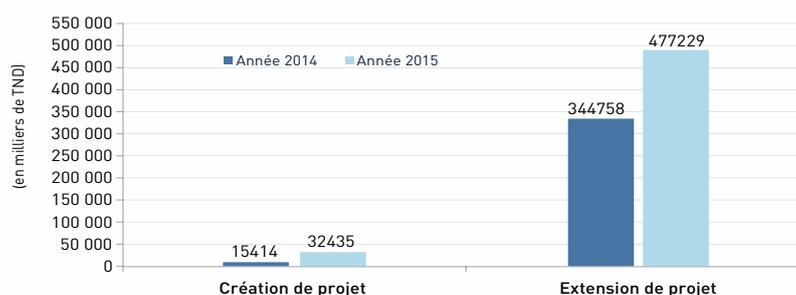
### h. Répartition des microcrédits par type de projet :

#### 1. Les années 2014-2015

(En milliers de TND)

Répartition des microcrédits par type de projet	2014				2015				Taux de croissance 2014-2015	
	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)	nombre	Montant
Création de projet	9 438	3,76%	15 414	4,28%	21 083	7,25%	32 435	6,36%	123%	110%
Extension de projet	241 346	96,24%	344 758	95,72%	269 715	92,75%	477 229	93,64%	12%	38%
<b>Total</b>	<b>250 784</b>	<b>100%</b>	<b>360 172</b>	<b>100%</b>	<b>290 798</b>	<b>100%</b>	<b>509 664</b>	<b>100%</b>	<b>16%</b>	<b>42%</b>

#### Evolution du montant des microcrédits accordés par type de projet entre 2014 et 2015



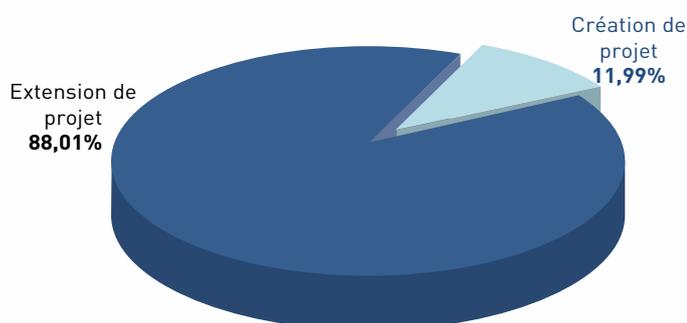
Durant l'année 2015, 477.2 millions de TND ont été alloués aux extensions des projets soit une part de 93.64% de la valeur globale des microcrédits alors que les créations des projets n'ont profité que de 6.36% des microcrédits bien que leur montant passe à 32.4 millions de TND en 2015 contre 15.4 millions de TND en 2014, ainsi que leur nombre qui passe de 9438 à 21083.

#### 2. Période 1999-2015 :

(En milliers de TND)

Répartition des microcrédits par type de projet	cumul (1999-2015)			
	Nombre	(%)	Montant	(%)
Création de projet	299 076	13,27%	282 148	11,99%
Extension de projet	1 955 223	86,73%	2 070 614	88,01%
<b>Total</b>	<b>2 254 299</b>	<b>100%</b>	<b>2 352 762</b>	<b>100%</b>

Répartition par type de projet du montant cumulé des microcrédits accordés de 1999 à 2015



Sur la période 1999-2015, 88.01 % de la valeur globale des microcrédits accordés ont touché des projets déjà existants par contre la création des projets n'a bénéficié que de 11.99 % de cette même valeur globale.

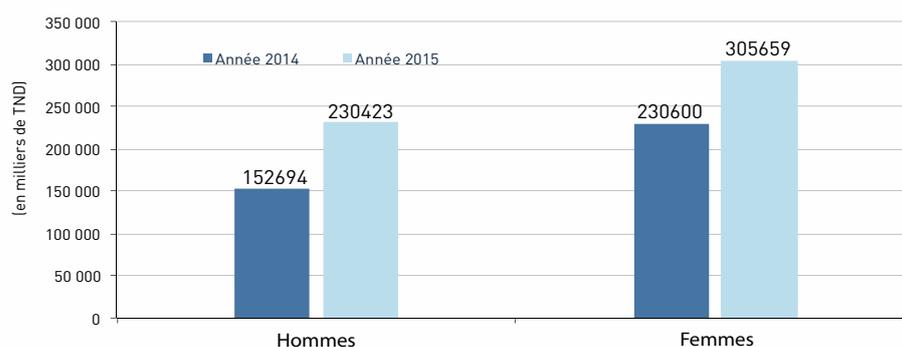
i. Répartition des microcrédits par genre :

1. Les années 2014-2015

(En milliers de TND)

Répartition des microcrédits par genre	2014				2015				Taux de croissance 2014-2015	
	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)	nombre	Montant
Hommes	94 874	33,44%	152 694	39,84%	119 802	36,33%	230 423	42,98%	26%	51%
Femmes	188 837	66,56%	230 600	60,16%	209 945	63,67%	305 659	57,02%	11%	33%
<b>Total</b>	<b>283 711</b>	<b>100%</b>	<b>383 294</b>	<b>100%</b>	<b>329 747</b>	<b>100%</b>	<b>536 082</b>	<b>100%</b>	<b>16%</b>	<b>40%</b>

Evolution du montant des microcrédits accordés par genre entre 2014 et 2015



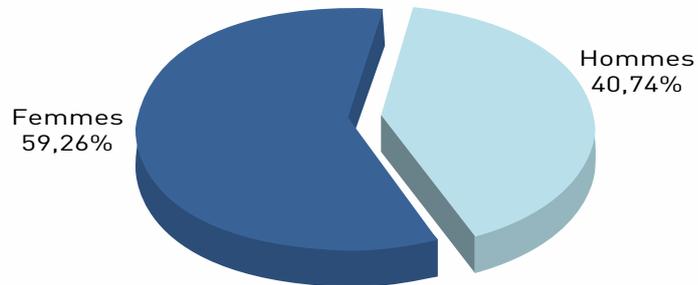
La part des hommes dans la valeur totale des microcrédits passe de 39.84% en 2014 à 42.98% en 2015.

En effet en 2015, environ 230.4 millions de TND représentant 119802 microcrédits ont été alloués à des hommes opérant dans tous secteurs confondus. Par contre, les femmes ont bénéficié de 305.7 millions de TND soit une part de 57.02% de la valeur globale des microcrédits accordés.

2. Période 1999-2015 :

(En milliers de TND)

Répartition des microcrédits par genre	cumul (1999-2015)			
	Nombre	(%)	Montant	(%)
Hommes	945 532	35,48%	1 056 743	40,74%
Femmes	1 719 288	64,52%	1 536 948	59,26%
<b>Total</b>	<b>2 664 820</b>	<b>100%</b>	<b>2 593 691</b>	<b>100%</b>

**Répartition par genre du montant cumulé  
des microcrédits accordés de 1999 à 2015**

Sur la période 1999-2015, environ 59.26% de la valeur globale des microcrédits accordés ont profité à des femmes contre 40,74% pour les hommes.

Sur la même période, le microcrédit moyen par femme est de 894 TND contre une valeur de 1118 TND pour les hommes.

### III. Dynamique de développement du secteur de la microfinance en Tunisie

#### 1. Etude sur les paiements mobiles et l'état des lieux de l'innovation financière digitale en Tunisie :

La Banque Mondiale et le Centre des femmes arabes pour la formation et la recherche (CAWTAR) ont lancé en novembre 2015 une étude pour mieux comprendre les besoins en termes de services financiers mobiles, suggérer des ajustements au modèle opérationnel et promouvoir de nouveaux services dans un but d'inclusion financière.

Le cabinet Amarante a réalisé cette étude entre novembre 2014 et avril 2015, en collaboration avec le bureau d'étude Elka- consulting. Cette étude a comporté un volet étude de marché (12 focus groups, 1 234 entretiens en face à face), un diagnostic de l'existant, et un processus de coordination par le CGAP avec les acteurs du secteur via des réunions régulières.

Le comité de pilotage composé de représentants des autorités (BCT, Ministère des finances, ACM, ministère des TIC, des opérateurs de télécommunication, ainsi que d'autres acteurs clefs du secteur, et les organismes en charge de l'étude) a validé les deux rapports d'études :

1. Le rapport d'étude de marché : L'étude souligne qu'en dépit des 12 millions de comptes bancaires et postaux recensés, 64% des adultes tunisiens sont exclus ou mal servis par le secteur financier formel. De nombreux détails sont donnés sur l'utilisation des services financiers traditionnels et des services financiers mobiles. Des recommandations sont faites, en particulier pour le développement de nouveaux services.
2. Le rapport sur le modèle opérationnel : Après une description du modèle actuel, une analyse de ses points forts et de ses contraintes, le rapport propose des ajustements et un plan d'actions pour leur mise en œuvre. Le modèle recommandé a été discuté lors des diverses réunions du comité de pilotage de l'étude et il est globalement aligné sur la perception et les intentions des divers acteurs.

#### 2. Étude sur l'état des lieux de l'Inclusion financière en Tunisie «Populations à bas revenus et microentreprises» Septembre 2015 :

C'est une étude réalisée par « le groupe de la Banque Mondiale » qui représente un état des lieux de l'inclusion financière en Tunisie au moment où la vision concertée pour le développement de la microfinance en Tunisie 2011-2014, stratégie nationale

publiée en 2011, a récemment expiré. Elle ne couvre pas tous les points liés au développement du système financier, mais se concentre sur les populations à bas revenus et les microentreprises.

Cette étude a été articulée autour des éléments suivants :

- La détermination de l'objectif de l'inclusion financière,
- La définition du cadre juridique et réglementaire,
- La détermination de la demande et de l'offre actuelle de services financiers,
- La détermination de l'infrastructure du marché ainsi que les défis à relever en matière d'inclusion financière.

Cette étude est aussi une synthèse des différentes études et analyses menées entre 2011 et 2015 par diverses institutions sur le thème de l'inclusion financière en Tunisie.

L'étude vise à consolider les informations disponibles afin de faciliter les débats et la compréhension des divers enjeux auxquels font face les autorités tunisiennes et les acteurs privés pour la promotion de l'inclusion financière en Tunisie.

En tablant sur l'inclusion financière comme l'un des piliers de son développement, au-delà du champ restreint du microcrédit tel qu'actuellement défini, la Tunisie pourrait à la fois nourrir sa croissance économique et améliorer les conditions de vie de ses citoyens les plus démunis.

### **3. Projet de la restructuration des AMC de la région de Bizerte et Siliana :**

Dans le cadre d'une assistance technique aux AMC de la région de Bizerte et Siliana afin qu'elles puissent se conformer aux dispositions du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, un cabinet d'expertise comptable a été désigné afin de les accompagner pour qu'elles puissent déposer à l'ACM in fine deux dossiers de demande d'agrément relatifs à la fusion des AMC des deux gouvernorats et fixer ainsi une méthodologie qui pourra servir d'exemple de référence pour le reste des AMC.

La majorité des AMC des deux gouvernorats ont exprimé au début leur intérêt à adhérer au projet de restructuration et ont signé un procès-verbal faisant état de leur choix de ce modèle de restructuration. Mais par la suite, les AMC de la région de Siliana ont décidé de se retirer du projet.

Par ailleurs, la dernière étape qui consiste en le dépôt d'un dossier complet pour l'agrément de la fusion des AMC de la région de Bizerte à l'Autorité de Contrôle de Microfinance n'a pas été réalisée. En effet, les travaux effectués durant la phase préparatoire de l'opération de fusion ont mis en exergue plusieurs problématiques entravant la réalisation du projet de fusion dont notamment l'insuffisance de ressources pour assurer la dotation associative minimale et une trésorerie de fonctionnement insuffisante.

### **4. L'Observatoire de l'inclusion financière :**

Le comité de pilotage créé en fin 2014 afin de piloter le lancement de l'OIF dont les membres sont le ministère des finances, l'ACM, la BCT, l'OSB, l'INS, le CGA,

et des experts en microfinance, a étudié les deux alternatives suivantes pour la création de l'observatoire :

- Soit en tant que fonction sans personnalité juridique logée au sein de l'Autorité de Contrôle, et appuyée par un comité consultatif regroupant les différents ministères,
- Soit de manière indépendante sous la tutelle du ministère des finances, dans le cadre de la loi n°99-100 du 13 décembre 1999 relative aux centres d'information, de formation, de documentation et d'études telle que modifiée par la loi n°2001-64 du 25 juin 2001.

Après l'étude de ces deux alternatives, une troisième a été proposée, elle consiste à élargir le champ d'intervention de l'OSB (observatoire des services bancaires), pour inclure des différents aspects relatifs l'inclusion financière.

Cette proposition a été retenue et consacrée à travers le projet de loi portant sur le nouveau statut de la BCT.

Un tel choix ne peut s'expliquer que par le fait qu'à travers la Banque Centrale cet observatoire pourrait avoir à la fois le mandat et les compétences techniques pour appréhender plusieurs éléments clés de l'inclusion financière.

L'OIF devra avoir la capacité de rassembler plusieurs acteurs publics et privés pour guider le développement d'une gamme variée de services financiers, au-delà du microcrédit et de fournir son assistance au développement des réformes actuelles et contribuer à l'établissement d'une stratégie d'inclusion financière de plus long terme.



Autorité de Contrôle de la Microfinance  
سلطة رقابة التمويل الصغير

RAPPORT ANNUEL 2015

**Etats financiers de l'ACM  
et les rapports général  
et spécial du commissaire  
aux comptes**

# BILAN

## DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2015

(Chiffres exprimés en dinars)

ACTIFS	NOTE	31/12/15	31/12/14
<b>Actifs non courants</b>			
<b>Actifs immobilisés</b>			
Immobilisations incorporelles	4.1.1	794 438,860	23 442,860
Moins : amortissements immobilisations incorporelles		-96 492,237	-3 764,694
Immobilisations incorporelles		697 946,623	19 678,166
Immobilisations corporelles	4.1.2	224 055,637	192 357,716
Moins : amortissements immobilisations corporelles		-83 617,903	-38 751,012
Immobilisations corporelles		140 437,734	153 606,704
Immobilisations financières	4.1.3	20,000	0,000
Moins : amortissements immobilisations financières		0,000	0,000
Immobilisations financières		20,000	0,000
<b>Total des actifs immobilisés</b>		<b>838 404,357</b>	<b>173 284,870</b>
<b>Total des actifs non courants</b>		<b>838 404,357</b>	<b>173 284,870</b>
<b>Actifs courants</b>			
Clients et compte rattachés		0,000	0,000
Divers actifs courants	4.1.4	14 688,564	8 151,767
Moins : provisions		0,000	0,000
Autres actifs courants		14 688,564	8 151,767
Placements et autres actifs financiers	4.1.5	300 000,000	650 000,000
Liquidités et équivalents de liquidités	4.1.6	239 874,675	26 593,469
<b>Total des actifs courants</b>		<b>554 563,239</b>	<b>684 745,236</b>
<b>TOTAL DES ACTIFS</b>		<b>1 392 967,596</b>	<b>858 030,106</b>

# BILAN

DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2015  
(Chiffres exprimés en dinars)

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	NOTE	31/12/15	31/12/14
<b>Capitaux propres</b>			
Fond de dotation		0,000	0,000
Subventions d'investissement nettes	4.1.7	797 855,665	106 730,008
Résultats reportés		15 295,990	0,000
<b>Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice</b>		<b>813 151,655</b>	<b>106 730,008</b>
<b>Résultat de l'exercice</b>		<b>25 773,258</b>	<b>15 295,990</b>
<b>Total des capitaux propres avant affectation</b>		<b>838 924,913</b>	<b>122 025,998</b>
<b>Passifs</b>			
<b>Passifs courants</b>			
Fournisseurs et comptes rattachés	4.1.8	3 800,000	625,864
Autres passifs courants	4.1.9	550 242,683	735 378,244
Concours bancaires et autres passifs financiers		0,000	0,000
<b>Total des passifs courants</b>		<b>554 042,683</b>	<b>736 004,108</b>
<b>Total des passifs</b>		<b>554 042,683</b>	<b>736 004,108</b>
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS</b>		<b>1 392 967,596</b>	<b>858 030,106</b>

## ETAT DE RESULTAT

### DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2015

(Chiffres exprimés en dinars)

		31/12/15	31/12/14
<b>Produits d'exploitation</b>			
Subventions d'exploitation	4.2.1	326 980,432	267 239,929
Autres produits d'exploitation	4.2.2	108 788,264	36 887,572
<b>Total des produits d'exploitation</b>		<b>435 768,696</b>	<b>304 127,501</b>
<b>Charges d'exploitation</b>			
Achats divers consommés	4.2.3	9 968,978	10 924,319
Charge du personnel	4.2.4	205 424,316	182 234,692
Dotations aux amortissements et aux provisions	4.2.5	137 594,434	36 887,572
Autres charges d'exploitation	4.2.6	82 780,968	74 080,918
<b>Total des charges d'exploitation</b>		<b>435 768,696</b>	<b>304 127,501</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>0,000</b>	<b>0,000</b>
Charges financières nettes		0,000	0,000
Produits des placements	4.2.7	25 773,258	15 295,990
Autres gains ordinaires		0,000	0,000
Autres pertes ordinaires		0,000	0,000
<b>Résultat des activités ordinaires avant impôt</b>		<b>25 773,258</b>	<b>15 295,990</b>
Impôt sur les bénéficiaires		0,000	0,000
<b>Résultat des activités ordinaires après impôt</b>		<b>25 773,258</b>	<b>15 295,990</b>
(Eléments extraordinaires (Gains/pertes		0,000	0,000
<b>Résultat net de l'exercice</b>		<b>25 773,258</b>	<b>15 295,990</b>
Effets des modifications comptables		0,000	0,000
<b>Résultats après modifications comptables</b>		<b>25 773,258</b>	<b>15 295,990</b>

# ETAT DES FLUX DE TRESORERIE

DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2015

(Chiffres exprimés en dinars)

(Méthode autorisée)

	31/12/15	31/12/14
<b>Flux de trésorerie liés à l'exploitation</b>		
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>25 773,258</b>	<b>15 295,990</b>
<b>: Ajustement pour</b>		
Amortissements et provisions -	137 594,434	36 887,572
Quote part des subventions d'investissement inscrites au - résultat	-108 788,264	-36 887,572
<b>: Variation des</b>		
créances -	0,000	0,000
autres actifs -	343 463,203	-657 026,048
fournisseurs et autres dettes -	-181 961,425	165 307,818
Plus ou moins values de cession	0,000	0,000
Transfert de charges	0,000	0,000
<b>Flux de trésorerie affectés à l'exploitation</b>	<b>216 081,206</b>	<b>-476 422,240</b>
<b>Flux de trésorerie liés à l'investissement</b>		
Décassements provenant de l'acquisition d'immobilisat <sup>o</sup> corporelles et incorporelles	-802 693,921	-55 841,862
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	0,000	0,000
Décassements provenant de l'acquisition d'immobilisations Financières	-20,000	0,000
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations Financières	0,000	0,000
<b>Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissements</b>	<b>-802 713,921</b>	<b>-55 841,862</b>
<b>Flux de trésorerie liés au financement</b>		
Subvention d'investissement	799 913,921	0,000
Remboursement d'emprunts	0,000	0,000
<b>Flux de trésorerie provenant des activités de financement</b>	<b>799 913,921</b>	<b>0,000</b>
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>213 281,206</b>	<b>-532 264,102</b>
<b>Trésorerie au début de l'exercice</b>	<b>26 593,469</b>	<b>558 857,571</b>
<b>Trésorerie à la clôture de l'exercice</b>	<b>239 874,675</b>	<b>26 593,469</b>

## NOTES AUX ETATS FINANCIERS

### NOTE 1- PRESENTATION DE L'ACM :

L'Autorité de Contrôle de la Microfinance « ACM » est créée par l'article 43 du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance

Les modalités de fonctionnement de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance sont fixées par le décret n°2012-2128 du 28 septembre 2012.

#### **L'ACM est chargé :**

d'instruire les dossiers d'agrément des institutions de microfinance et d'émettre un avis à leurs propos,

d'informer les institutions de microfinance des décisions d'autorisation prises par le ministre des finances,

de contrôler sur pièces et sur place les institutions de microfinance, leurs unions et les associations qui ont procédé à la filialisation de leur activité,

de désigner un administrateur provisoire pour l'institution de microfinance selon des conditions fixées par décision du ministre des finances,

de prononcer des sanctions administratives, à l'exception du retrait d'agrément, en cas de violation des dispositions du présent décret-loi et de ses textes d'application,

de prononcer des pénalités, en cas de violation non-respect des dispositions du présent décret-loi et de ses textes d'application, payables au profit du trésor public. Leurs montants sont fixés par arrêté du ministre des finances,

de proposer, avec justification, au ministre des finances le retrait de l'agrément des institutions de microfinance et de leurs unions,

de mettre en place un système de centralisation des risques du secteur et de les communiquer aux institutions de microfinance à leur demande, elle peut à cette fin demander aux institutions de microfinance de lui fournir toutes les statistiques et informations lui permettant de suivre le développement de leurs activités. Elle peut également conclure des contrats de partenariat avec des autorités de contrôle similaires pour l'échange d'informations,

d'émettre son avis au ministre des finances sur la législation relative à la microfinance.

### NOTE 2- RESPECT DES NORMES COMPTABLES TUNISIENNES

Les états financiers de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance , relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2015, ont été établis et présentés conformément aux méthodes comptables prévues par les normes comptables tunisiennes et dans le respect des hypothèses sous-jacentes (la continuité d'exploitation et la comptabilité d'engagement) ainsi que les conventions comptables prévues par le cadre conceptuel de la comptabilité financière.

En matière de présentation, l'Autorité de Contrôle de la Microfinance a opté pour l'établissement de l'état de résultat selon le modèle autorisé et de l'état des flux de trésorerie selon le modèle autorisé.

En matière d'information, des détails des comptes et des informations complémentaires sont présentés dans les notes aux états financiers.

### **NOTE 3- LES BASES DE MESURE ET METHODES COMPTABLES PERTINENTES**

Les éléments inscrits en comptabilité sont évalués par référence à la convention comptable du coût historique.

#### **3-1- Les subventions d'investissement :**

Elles sont constituées par les subventions publiques reçues en numéraires et par les subventions en nature reçues de « GIZ ». Celles-ci sont évaluées à la valeur vénale des actifs sur la base des factures correspondantes.

Les subventions d'investissement relatives à des actifs amortissables, sont prises en compte dans les résultats pendant les exercices où sont constatées les charges d'amortissement liées à ces actifs, et ce proportionnellement à ces charges d'amortissement.

#### **3-2- Les subventions d'exploitation :**

Les subventions d'exploitation reçues de l'Etat sont destinées à couvrir les charges d'exploitation. Elles sont comptabilisées en « produits » au cours de l'exercice qui enregistre ces charges.

A la fin de l'année, considérant l'hypothèse que l'excédent non utilisé de la subvention afférente à une année devra être imputé sur le budget de ou des année (s) suivante (s) (il n'est donc ni restituable, ni acquis définitivement au titre de l'année de référence), et conformément à la convention de rattachement des charges aux produits, la partie non utilisée d'une subvention afférente à une année considérée est reportée à l'exercice suivant. A cet effet, la partie non utilisée est déduite des produits de cette année et est comptabilisée dans un compte de passif «subventions reçues d'avance».

Par hypothèse, la partie non utilisée est calculée par la différence entre (1) les produits provenant des subventions d'exploitation majorés de la quote-part des subventions d'investissement transférée dans le résultat de l'exercice et (2) le total des charges de l'exercice, y compris les charges d'amortissement et de provision.

### **Régime fiscal de l'ACM**

Le régime fiscal de l'ACM est précisé par la lettre du DGELF en date du 08/01/2013 qui précise que :

En matière d'impôts sur les bénéfices : L'ACM se trouve hors champs d'application de l'impôt sur les sociétés conformément à l'article 45 du code de l'IRPP et de l'IS

En matière de TVA : Les opérations réalisées par l'ACM ne sont pas soumises à la TVA. Toutefois, elle applique la retenue à la source au taux de 50% du montant de la TVA conformément à l'article 19 bis du code de la TVA

## NOTE 4- NOTES SUR LE BILAN, L'ETAT DE RESULTAT ET L'ETAT DES FLUX DE TRESORERIE

### 4.1- Notes sur le bilan

#### 4.1.1- Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles s'élèvent à un total brut de 794.439 D au 31/12/2015 contre 23.443 D au 31/12/2014. Soit une augmentation de 770.996 D.

La valeur nette des immobilisations incorporelles s'élève à 697.947 D au 31/12/2015 et se détaille comme suit :

Désignation	Valeur brute au 31/12/2015	Amort. au 31/12/2015	Valeur nette au 31/12/2015
Licence	6.616	4.032	2.584
Licence subventionné par GIZ	863	601	263
Site web subventionné par GIZ	17.450	6.724	10.726
Logiciels	1.294	73	1.220
Logiciels subventionnés par GIZ	14.893	1.360	13.533
Centrale des risques (*)	753.323	83.703	669.620
<b>Total</b>	<b>794.439</b>	<b>96.492</b>	<b>697.947</b>

(\*) Conformément à l'article 43 du Décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance, l'ACM a mis en place en 2015 un système de centralisation des risques du secteur et d'information des institutions de microfinance.

#### 4.1.2- Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles s'élèvent à un total brut de 224.056 D au 31/12/2015 contre 192.358 D au 31/12/2014. Soit une augmentation de 31.698 D.

La valeur nette de ses immobilisations s'élève à 140.438 D et se détaille comme suit :

Désignation	Valeur brute au 31/12/2015	Amort. au 31/12/2015	Valeur nette au 31/12/2015
Equipements de bureau	25.869	4.366	21.503
Matériel informatique	11.004	8.306	2.698
Matériel de transport	94.460	35.806	58.654
Equipements de cuisine	92	92	0
Equipements de bureau subventionné par GIZ	48.622	10.901	37.721
Matériel informatique subventionné par GIZ	42.252	23.786	18.466
Equipements de cuisine subventionnés par GIZ	1.757	361	1.396
<b>Total</b>	<b>224.056</b>	<b>83.618</b>	<b>140.438</b>

#### 4.1.3- Immobilisations financières

Les immobilisations financières s'élèvent à un total brut de 20 D. Il s'agit d'un cautionnement.

#### 4.1.4- Autres Actifs courants

Les autres actifs courants totalisent 14.689 D au 31/12/2015 contre 8.152 D au 31/12/2014, soit une augmentation de 6.537 D.

Les autres actifs courants au 31/12/2015 se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2015
Fournisseurs-avances et acomptes	100
Produits à recevoir (revenu de placement 2015)	453
Charges constatées d'avance (1)	14.135
<b>Total</b>	<b>14.689</b>

Les charges constatées d'avance se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2015
Assurance	1.771
Loyer	2.965
Frais internet	5.198
Tickets restaurant	3.800
Stocks bons carburants	401
<b>Total</b>	<b>14.135</b>

#### 4.1.5- Placements et autres actifs financiers

Les placements et autres actifs financiers s'élèvent à 300.000 D au 31/12/2015 contre 650.000 D au 31/12/2014.

Ils proviennent des subventions encaissées mais non encore utilisées.

#### 4.1.6- Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités s'élèvent à 239.875 D au 31/12/2015 contre 26.593 D au 31/12/2014, soit une augmentation de 213.281 D.

Les liquidités et équivalents de liquidités au 31/12/2015 se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2015
Banque BH	239.460
Caisse	415
<b>Total</b>	<b>239.875</b>

#### 4.1.7- Subventions d'investissement nettes

Elles s'élèvent à 797.856 D au 31/12/2015 contre 106.730 D au 31/12/2014 et se détaillent comme suit :

Désignation	Au 31/12/2015
Subventions investissements GIZ (Equipement de bureau et matériel informatique) (1)	125.837
Subventions publiques (2)	70.000
Subvention investissements (Centrale des risques) (3)	753.323
Total subventions investissement	949.160
Subventions investissement inscrites aux résultats	-151.304
Subventions d'investissement nettes	797.856

(1) Il s'agit des équipements de bureau et matériels informatiques reçus de GIZ valorisés sur la base des factures d'acquisition correspondantes et se détaillent comme suit :

Désignation	Montant
Site web, Licence et Logiciels	33.206
Equipements de bureau	48.622
Equipements de cuisine	1.757
Matériels informatiques	42.252
<b>Total</b>	<b>125.837</b>

(2) Il s'agit des subventions d'investissements (titre II) au titre de l'année 2012 encaissées en 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	Montant	Date de versement
Subvention pour acquisition matériels de transport	50.000	05/02/2013
Subvention pour acquisition équipements	20.000	05/02/2013
<b>Total</b>	<b>70.000</b>	

(3) Il s'agit de la quote-part de GIZ et de la banque mondiale dans le financement de la centrale des risques de la micro-finance

#### 4-1-8- Fournisseurs et comptes rattachés :

Le solde des fournisseurs et comptes rattachés s'élève à 3.800 D au 31/12/2015 contre 626 D au 31/12/2014. Soit une augmentation de 3.174 D.

Le solde des fournisseurs et comptes rattachés se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2015
Société Bonus	3.800
<b>Total</b>	<b>3.800</b>

#### 4-1-9- Autres passifs courants :

Les autres passifs courants s'élèvent à 550.242 D au 31/12/2015 contre 735.378 D au 31/12/2014, soit une diminution de 185.936 D.

Les autres passifs courants au 31/12/2015 se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2015
Personnel-Rémunérations dues	3.063
Personnel- Charges à payer	3.081
Etat- Impôts et taxes	6.581
CNRPS	319
Charges à payer (1)	10.380
Subventions perçues d'avance (2)	526.818
<b>Total</b>	<b>550.242</b>

Les charges à payer se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2015
Honoraires assistance comptable 2015	5.376
Honoraires réviseur comptable 2015	3.000
Frais télécommunication	1.970
<b>Total</b>	<b>10.380</b>

Les subventions perçues d'avance se détaillent comme suit :

Désignation	Montant	Date de versement
Subvention d'exploitation au titre de 2012	80.000	25/01/2013
Subvention d'exploitation au titre de 2013	500.000	04/12/2013
(-) Total des charges de l'année 2013	-114.589	
(+) quote-part subvention d'investissement 2013	5.628	
Subvention reportée à l'année 2014	471.039	
Subvention d'exploitation au titre de 2014	500.000	09/12/2014
(-) Total des charges de l'année 2014	-304.127	
(+) quote-part subvention d'investissement 2014	36.888	
Subvention à reporter à l'année 2015	703.800	
Subvention d'exploitation au titre de 2015	150.000	15/12/2015
(-) Total des charges de l'année 2015	-435.769	
(+) quote-part subvention d'investissement 2015	108.788	
Subvention à reporter à l'année 2016	526.818	

## 4.2- Notes sur l'état de résultat

### 4.2.1- Subventions d'exploitation

Les produits d'exploitation s'élèvent à 326.980 D en 2015 contre 267.239 D en 2014, soit une augmentation de 59.741 D.

Ce montant se détaille comme suit :

Désignation	Montant	Date de versement
Subvention d'exploitation reportée de 2014	703.800	31/12/2014
Subvention d'exploitation au titre de 2015	150.000	15/12/2015
Subvention d'exploitation à reporter à 2016 (perçue d'avance)	-526.818	
Subvention représentant le revenu de 2015	326.980	

### 4.2.2- Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation, qui s'élèvent à 108.788 D, sont constitués de la quote-part des subventions d'investissement transférée dans le résultat de l'exercice. Elle correspond au montant de la dotation aux amortissements de l'année.

### 4.2.3- Achats divers consommés

Le solde des achats divers consommés s'élève à 9.969 D en 2015 contre 10.924 D en 2014, soit une diminution de 955 D.

Les achats d'approvisionnements consommés se détaillent comme suit :

Désignation	2015	2014	Variation
Carburant	9.420	8.588	832
Fournitures de bureau	32	1.878	-1.846
Achats divers	432	458	-26
Eau	85	0	85
<b>Total</b>	<b>9.969</b>	<b>10.924</b>	<b>-955</b>

#### 4.2.4- Charges du personnel

Les charges du personnel s'élèvent à 205.424 D en 2015 contre 182.235 D en 2014, soit une augmentation de 23.190 D. Elles se détaillent comme suit :

Désignation	2015	2014	Variation
Salaires du personnel	174.602	159.692	14.910
Charges sociales légales	25.591	18.774	6.817
Avantages en nature (tickets restaurant)	5.231	3.769	1.462
<b>Total</b>	<b>205.424</b>	<b>182.235</b>	<b>23.190</b>

#### 4.2.5- Dotations aux amortissements et aux provisions

Les dotations aux amortissements et aux provisions s'élèvent à 137.594 D en 2015 contre 36.888 D en 2014, soit une augmentation de 100.707 D. Elles représentent les dotations aux amortissements de l'année.

#### 4.2.6- Autres charges d'exploitation

Le solde des autres charges d'exploitation s'élève à 82.781 D en 2015 contre 74.081 D en 2014, soit une augmentation de 8.700 D.

Les autres charges d'exploitation se détaillent comme suit :

Désignation	2015	2014	Variation
Loyer	35.493	33.887	1.606
Entretiens et réparations	2.853	1.143	1.710
Assurance	2.688	1.724	964
Etudes, recherches et divers sces ext.	452	0	452
Rémunérations d'intermédiaires	8.446	7.240	1.206
Publications journaux	498	714	-216
Frais déplacement et missions	2.067	2.922	-855
Frais de réception	520	257	263
Frais de télécommunication et internet	9.102	8.665	437
Jetons de présence	11.200	12.200	-1.000
Services bancaires	280	274	6
FOPROLOS	1.627	1.234	393
Droit d'enregistrement et de timbre	360	339	21
Taxes/véhicules	673	390	283
Autres droits (R/S sur placements)	5.064	3.092	1.972
Autres sces extérieurs LMC	1.456	0	1.456
<b>Total</b>	<b>82.781</b>	<b>74.081</b>	<b>8.700</b>

#### 4.2.7- Produits des placements

Les produits des placements s'élèvent à 25.773 D en 2015 contre 15.296 D en 2014, soit une augmentation de 10.477 D.

#### 4.3- Notes sur l'état des flux de trésorerie

L'état des flux de trésorerie a été établi selon la méthode indirecte (modèle autorisé).

L'état des flux de trésorerie au titre de l'exercice 2015 montre ce qui suit :

La trésorerie au début de l'exercice s'élève à :	26.593
La trésorerie affectée aux activités d'exploitation s'élève à :	216.081
la trésorerie affectée aux activités d'investissement s'élève à :	-802.714
la trésorerie affectée aux activités de financement s'élève à :	799.914
La trésorerie est positive au 31/12/2015. Elle s'élève à :	239.875

#### 4.4- Eventualités et événements survenant après la date de clôture

Aucun événement significatif, de nature à affecter l'activité et la situation financière de l'autorité de contrôle de la micro-finance, n'est intervenu depuis la date de clôture.

# RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2015

## Messieurs les membres du conseil d'administration de l'Autorité de Contrôle de la Micro finance ACM

1- En exécution de la mission de commissariat aux comptes que vous nous avez confiée, nous vous présentons notre rapport sur le contrôle des états financiers de l'ACM arrêtés au 31 décembre 2015 tels qu'annexés au présent rapport, ainsi que sur les informations et vérifications spécifiques prévues par la loi et les normes professionnelles.

### Responsabilité de la direction dans l'établissement et la présentation des états financiers

2- Nous avons audité les états financiers de l'ACM arrêtés au 31 décembre 2015 et faisant apparaître un total net bilan de 1.392.968 D.

Ces états financiers ont été préparés et présentés sous la responsabilité des organes de direction et d'administration de l'ACM, conformément aux normes comptables généralement admises en Tunisie, aux lois et réglementations en vigueur. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

### Responsabilité du commissaire aux comptes

3- Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations

comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

- 4- Les états financiers de l'exercice 2015 ont été préparés et présentés conformément aux normes comptables tunisiennes. Ils ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables appliquées au cours de l'exercice précédent.

#### **Opinion sur les états financiers**

- 5- A notre avis, les états financiers sont réguliers et sincères et donnent, pour tout aspect significatif, une image fidèle de la situation financière de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance ACM ainsi que des résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

#### **Vérifications spécifiques**

- 6- Nous avons procédé à la vérification des informations figurant dans le rapport d'activité de l'exercice 2015. Nous n'avons pas d'observations à formuler sur les informations d'ordre comptable contenues dans ce rapport.
- 7- Conformément à la réglementation en vigueur, nous avons analysé le système de contrôle interne, et nous avons présenté nos remarques et recommandations relatives aux procédures administratives, financières et comptables dans un rapport distinct.

Nous signalons que notre examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la préparation et présentation des états financiers n'a pas révélé d'insuffisances majeures susceptibles d'impacter notre opinion sur les états financiers.

**Tunis, le 05 avril 2016**

**P/ ICCA**

**Mohamed Khalil ELLOUMI**

**Associé**



*International Company for Consulting and Auditing*  
**I.C.C.A**  
67, Av. Alain Savary Rec Les Jardins I- BI et B  
4ème étage - 1080 Tunis  
Tél: 71 842 350 - Fax: 71 891 838

# RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2015

## Messieurs les membres du conseil d'administration de l'Autorité de Contrôle de la Micro finance ACM

Conformément à la réglementation en vigueur, nous avons l'honneur de vous informer qu'aucune convention entre votre établissement et l'un de ses administrateurs, n'a été portée à notre connaissance.

Par ailleurs, les examens auxquels nous avons procédé n'ont pas révélé d'opérations entrant dans ce cadre.

Tunis, le 05 avril 2015

P/ ICCA

Mohamed Khalil ELLOUMI

Associé

*International Company for Consulting and Auditing*  
**I.C.C.A**  
67, Av. Alain Savary Rec Les Jardins I- BI et B  
4ème étage - 1080 Tunis  
Tél: 71 842 350 - Fax: 71 891 838



# التقرير الخاص لمراقب الحسابات السنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2015

## السادة أعضاء مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير

طبقا للتشريع المعمول بها، لنا الشرف بإعلامكم أنه لم يقع إعلامنا من طرف إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير بوجود اتفاقيات أبرمت بين سلطة رقابة التمويل الصغير وأحد أعضاء مجلس الإدارة.

كما أنه خلال القيام بأعمالنا لم نتعرض لوجود أي اتفاقية أبرمت بين سلطة رقابة التمويل الصغير وأعضاء مجلس الإدارة تدخل في هذا الإطار.

تونس في 5 أفريل 2016

عن/الشركة العالمية للاستشارة والتدقيق

**محمد خليل اللومي**



*International Company for Consulting and Auditing*  
**I.C.C.A**  
67, Av. Alain Savary, Rec Les Jardins 1- Bloc B  
4ème étage - 1080 Tunis  
Tél: 71 842 350 - Fax: 71 891 838

وإننا نعتقد أنّ أدلة الإثبات التي تحصلنا عليها كافية وملائمة لتوفير أساس معقول لإبداء رأيينا.

4 - وقع إعداد وعرض القوائم المالية لسنة 2015 طبقا للمعايير المحاسبية التونسية وكذلك حسب نفس القواعد والطرق المحاسبية المعمول بها سابقا.

### إبداء الرأي حول القوائم المالية

5 - في رأيينا، إن القوائم المالية لسلطة رقابة التمويل الصغير صحيحة وصادقة وتعبر بصورة وفيية، لكل ما هو هام نسبيا، على الوضعية المالية وعن نتائج أعمالها وتدفقاتها النقدية للسنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2015 طبقا للمبادئ المحاسبية المتفق عليها عموما بالبلاد التونسية.

### المراجعة الخصوصية

6 - إن المعلومات حول الوضعية المالية وحسابات سلطة رقابة التمويل الصغير المعروضة في تقرير مجلس الإدارة وضمن الوثائق المعروضة على المساهمين هي مطابقة للمعلومات المذكورة ضمن القوائم المالية.

7 - طبقا للتشريع المعمول بها، قمنا بفحص نظام الرقابة الداخلية، وتم تقديم ملاحظاتنا وتوصياتنا المتعلقة بالإجراءات الإدارية والمالية والمحاسبية إلى الإدارة العامة ضمن تقرير منفرد.

وتجدر الإشارة إلى أن فحصنا لنظام الرقابة الداخلية الخاص بمعالجة المعلومات المحاسبية وبإعداد وعرض القوائم المالية لم يبرز نقائص جوهرية من شأنها أن تؤثر على رأيينا حول القوائم المالية.

تونس في 5 أبريل 2016

عن/الشركة العالمية للاستشارة والتدقيق

محمد خليل اللومي

  
International Company for Consulting and Auditing  
I.C.C.A  
67, Av. Alain Savary Rec Les Jardins 1- Bloc B  
4eme étage - 1080 Tunis  
Tel: 71 842 350 - Fax: 71 891 838

# التقرير العام لمراقب الحسابات السنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2015

## السادة أعضاء مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير

1 - تنفيذاً لمهمة مراقبة الحسابات التي أسندت لنا من طرفكم، نقدّم إليكم فيما يلي تقرير مراقبتنا للقوائم المالية لسلطة رقابة التمويل الصغير المختومة في 31 ديسمبر 2015.

مسؤولية الإدارة في إعداد وعرض القوائم المالية

2 - إن القوائم المالية المختومة في 31 ديسمبر 2015 تبرز مجموعاً صافياً للموازنة بمقدار 1.392.968 ديناراً

**ونتيجة إيجابية صافية 25.773 ديناراً.**

إن إعداد القوائم المالية وضبطها وعرضها العادل وفقاً لمعايير المحاسبة التونسية والقوانين والتشريعات المعمول بها هي مسؤولية مجلس الإدارة. تشمل هذه المسؤولية التصميم والتطبيق والحفاظ على الرقابة الداخلية المتعلقة بالإعداد والعرض العادل لقوائم مالية خالية من أي خطأ جوهري سواء كان ذلك بسبب الغش أو الخطأ وكذلك اختيار التقديرات المحاسبية المعقولة بموجب الظروف المتوفرة.

## مسؤولية مراقب الحسابات

3 - إنّ مسؤوليتنا هي إبداء رأي حول هذه القوائم المالية بناءً على عملية التدقيق. لقد أنجزنا أعمالنا وفقاً لمعايير التدقيق المتداولة في تونس. تستدعي هذه المعايير بأن نقوم بتخطيط وتنفيذ عملية التدقيق للتوصل إلى درجة مقبولة من القناعة فيما إذا كانت القوائم المالية خالية من أي خطأ جوهري.

تتضمن عملية التدقيق القيام بالإجراءات الضرورية لغاية الحصول على أدلة إثبات حول المبالغ والإيضاحات الواردة في القوائم المالية. يقع إختيار هذه الإجراءات بالإعتماد على تقدير مدقق الحسابات بما في ذلك تقييم مخاطر احتواء القوائم المالية على أخطاء جوهريّة، سواء كانت نتيجة للغش أو الخطأ. وعند تقييم تلك المخاطر فإنّ مدقق الحسابات يأخذ في الاعتبار الرقابة الداخلية السارية المفعول بالمؤسسة والمتعلقة بالإعداد والعرض العادل للقوائم المالية وذلك بهدف تحديد إجراءات خاصة بالتدقيق تكون ملائمة للظروف المتوفرة وليس بغرض إبداء الرأي حول مدى فاعليته.

تتضمن عملية التدقيق كذلك تقييماً لمدى ملائمة الطرق المحاسبية المعتمدة ومدى معقولية التقديرات المحاسبية التي قامت بها الإدارة وكذلك تقييماً لطريقة عرض القوائم المالية بشكل عام.

## جدول التدفقات النقدية لسنة 2015

(ضبط مسموح به)

2014/12/31	2015/12/31	إيضاحات	البيانات
		4.3	<b>التدفقات النقدية المتصلة بالإستغلال</b>
15 295,990	25 773,258		النتيجة الصافية
			تسوية بالنسبة ل :
36 887,572	137 594,434		* الإستهلاكات والمدخرات
-36 887,572	-108 788,264		* حصص استثمار تم تسجيلها ضمن النتائج
			* تغيرات :
-657 026,048	343 463,203		- أصول أخرى
165 307,818	-181 961,425		- مزودون و خصوم أخرى
<b>-476 422,240</b>	<b>216 081,206</b>		<b>التدفقات النقدية المتأتية من أنشطة الإستغلال</b>
			<b>التدفقات النقدية المتصلة بأنشطة الإستثمار</b>
-55 841,862	-802 693,921		الدفعات المتأتية من إقتناء أصول ثابتة مادية وأصول غير مادية
			المقاييس المتأتية من التفويت في أصول ثابتة مادية وأصول غير مادية
0,000	-20,000		الدفعات المتأتية من إقتناء أصول مالية
			المقاييس المتأتية من التفويت في أصول مالية
<b>-55 841,862</b>	<b>-802 713,921</b>		<b>التدفقات النقدية المخصصة لأنشطة الإستثمار</b>
			<b>التدفقات النقدية المتصلة بأنشطة التمويل</b>
0,000	799 913,921		منح استثمار
<b>0,000</b>	<b>799 913,921</b>		<b>التدفقات النقدية المتأتية من أنشطة التمويل</b>
<b>-532 264,102</b>	<b>213 281,206</b>		<b>تغيير الخزينة</b>
558 857,571	26 593,469		الخزينة في بداية السنة المحاسبية
<b>26 593,469</b>	<b>239 874,675</b>		<b>الخزينة عند ختم السنة المحاسبية</b>

## قائمة النتائج لسنة 2015

(ضبط مسموح به)

2014	2015	إيضاحات	البيانات
			<b>إيرادات الإستغلال</b>
267 239,929	326 980,432	1-2-4	منح استغلال
36 887,572	108 788,264	2-2-4	إيرادات الاستغلال الأخرى
<b>304 127,501</b>	<b>435 768,696</b>		<b>مجموع إيرادات الإستغلال</b>
			<b>أعباء الإستغلال</b>
10 924,319	9 968,978	3-2-4	مشتريات التموينات المستهلكة
182 234,692	205 424,316	4-2-4	أعباء الأعوان
36 887,572	137 594,434	5-2-4	مخصصات الإستهلاكات والمدخرات
74 080,918	82 780,968	6-2-4	أعباء الإستغلال الأخرى
<b>304 127,501</b>	<b>435 768,696</b>		<b>مجموع أعباء الإستغلال</b>
<b>0,000</b>	<b>0,000</b>		<b>نتيجة الإستغلال</b>
			<b>إيرادات و اعباء مالية</b>
0,000	0,000		أعباء مالية صافية (مداخيل مالية)
15 295,990	25 773,258	7-2-4	مداخيل التوظيفات
0,000	0,000		أرباح عادية أخرى
			خسائر عادية أخرى
<b>15 295,990</b>	<b>25 773,258</b>		<b>نتيجة الأنشطة العادية قبل إحتساب الأداء</b>
0,000	0,000		ضرائب على المرباح
<b>15 295,990</b>	<b>25 773,258</b>		<b>نتيجة الأنشطة العادية بعد إحتساب الأداء</b>
0,000	0,000		العناصر الطارئة ( أرباح / خسائر)
<b>15 295,990</b>	<b>25 773,258</b>		<b>النتيجة الصافية للسنة المحاسبية</b>
			إنعكاسات التعديلات المحاسبية
<b>15 295,990</b>	<b>25 773,258</b>		<b>النتيجة بعد التعديلات المحاسبية</b>

## الموازنة

### في 31 ديسمبر 2015

2014/12/31	2015/12/31	إيضاحات	الأموال الذاتية والخصوم
			الأموال الذاتية
0,000	0,000		الرأس المال الاجتماعي
106 730,008	797 855,665	7-1-4	أموال ذاتية أخرى
0,000	15 295,990		النتائج المؤجلة
106 730,008	813 151,655		مجموع الأموال الذاتية قبل احتساب نتيجة السنة المحاسبية
15 295,990	25 773,258		نتيجة السنة المحاسبية
122 025,998	838 924,913		مجموع الأموال الذاتية قبل التخصيص
			الخصوم
			الخصوم الجارية
625,864	3 800,000	8-1-4	المزودون والحسابات المرتبطة بهم
735 378,244	550 242,683	9-1-4	الخصوم الجارية الأخرى
736 004,108	554 042,683		مجموع الخصوم الجارية
736 004,108	554 042,683		مجموع الخصوم
858 030,106	1 392 967,596		مجموع الأموال الذاتية والخصوم

## الموازنة في 31 ديسمبر 2015

2014/12/31	2015/12/31	إيضاحات	الأصول
			الأصول غير الجارية
			الأصول الثابتة
23 442,860	794 438,860	1-1-4	الأصول الثابتة الغيرالمادية
-3 764,694	-96 492,237		تطرح :الإستهلاكات
<b>19 678,166</b>	<b>697 946,623</b>		<b>مجموع الأصول الثابتة الغيرالمادية</b>
192 357,716	224 055,637	2-1-4	الأصول الثابتة المادية
-38 751,012	-83 617,903		تطرح :الإستهلاكات و المدخرات
<b>153 606,704</b>	<b>140 437,734</b>		<b>مجموع الأصول الثابتة المادية</b>
0,000	20,000	3-1-4	الأصول المالية
0,000	0,000		تطرح : المدخرات
0,000	20,000		
<b>173 284,870</b>	<b>838 404,357</b>		<b>مجموع الأصول الثابتة</b>
<b>173 284,870</b>	<b>838 404,357</b>		<b>مجموع الأصول الغير الجارية</b>
			الأصول الجارية
8 151,767	14 688,564	4-1-4	أصول جارية أخرى
0,000	0,000		تطرح : المدخرات
8 151,767	14 688,564		مجموع الأصول الجارية الأخرى
650 000,000	300 000,000	5-1-4	توظيفات وأصول مالية أخرى
26 593,469	239 874,675	6-1-4	السيولة وما يعادل السيولة
<b>684 745,236</b>	<b>554 563,239</b>		<b>مجموع الأصول الجارية</b>
<b>858 030,106</b>	<b>1 392 967,596</b>		<b>مجموع الأصول</b>

# القوائم الماليّة لسلطة رقابة التمويل الصّغير والتقريرين العام والخاص لمراقب الحسابات



Autorité de Contrôle de la Microfinance  
سلطة رقابة التمويل الصغير

الإعلام والتكوين والتوثيق والدراسات كما تم تنقيحه بالقانون عدد 64 لسنة 2001 المؤرخ في 25 جوان 2001 .

وبعد دراسة هذين التمشيين، تم اقتراح تمشي ثالث يتمثل في توسيع مجال تدخل مرصد الخدمات المصرفية ليشمل مختلف الجوانب المتعلقة بالإدماج المالي. وتم على إثر ذلك، تبني هذا المقترح وتطويره من خلال مشروع القانون المتعلق بالنظام الأساسي الجديد للبنك المركزي.

وسيسمح هذا الخيار للمرصد، عن طريق البنك المركزي، من اكتساب الصلاحيات والمؤهلات التقنية في نفس الوقت قصد التمكن من أهم الجوانب المتعلقة بالإدماج المالي.

هذا ويجب على مرصد الإدماج المالي أن يكون قادرا على تجميع مختلف العاملين بالقطاع العام والخاص بهدف توجيه عملية تطوير حزمة متنوعة من الخدمات المالية، تكون أشمل من نشاط إسناد القروض الصغيرة، وتقديم الدعم لعمليات إعادة الهيكلة الحالية وإرساء استراتيجية إدماج مالي طويلة المدى.

- تحديد البنية التحتية للسوق والتحديات التي يجب رفعها بخصوص الإدماج المالي -  
وتعتبر هذه الدراسة ملخصاً لعدّة دراسات وتحاليل تمّ إنجازها خلال الفترة الممتدّة من سنة 2011 إلى سنة 2015 من قبل عدّة مؤسسات حول الإدماج المالي. حيث تهدف هذه الدراسة إلى تجميع المعلومات المتوفرة قصد تسهيل النقاشات ومزيد استيعاب الرّهانات التي تواجه مختلف السلطات التونسيّة والعاملين في القطاع الخاص في مجال تطوير الإدماج المالي في تونس.

هذا وأشارت الدّراسة إلى أنّه إذا ما اعتمدت الدولة على الإدماج المالي كأحد ركائز النموّ بالبلاد، باعتبار اتّساع مجال نشاطه مقارنة بنشاط إسناد القروض الصّغرى كما يتمّ تعريفه حالياً، فإنّه بإمكانها تطوير النموّ الاقتصادي للبلاد وتحسين ظروف عيش الفئات الهشّة.

### 3. مشروع إعادة هيكلة جمعيات القروض الصغرى بولايتي سليانة وبنزرت :

في إطار الدعم الفئتي لجمعيات القروض الصغرى بولايتي بنزرت وسليانة لتمثّل لأحكام المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرّخ في 5 نوفمبر 2011، تمّ تعيين مكتب خبرة في المحاسبة بهدف مرافقة هاته الجمعيات حتّى تتمكّن من إيداع ملفّ بسلطة رقابة التمويل الصّغرى قصد طلب الترخيص في إطار عمليّة اندماج كلّ من الولايتين وضبط منهجيّة يمكن أن تشكّل نموذجاً مرجعيّاً لبقية جمعيات القروض الصغرى.

في البداية، عبّرت جّل جمعيات الولايتين عن اهتمامها ونيّتها الانخراط في مشروع إعادة الهيكلة وتمّ إعداد وإمضاء محضر جلسة في الغرض ينص صراحة عن قرارها بالإندماج فيما بينها، إلا أنّ جمعيات القروض الصغرى بولاية سليانة قرّرت الانسحاب من المشروع فيما بعد.

ومن جهة أخرى لم تتمكّن جمعيات القروض الصغرى بولاية بنزرت من استكمال الخطوة النهائيّة لتحقيق المشروع وذلك بإيداع ملفّ طلب ترخيص بسلطة رقابة التمويل الصّغرى إطار عمليّة الاندماج. حيث كشفت الأشغال المنجزة خلال الفترة التحضيرية لعمليّة الاندماج عن عدّة إشكاليّات مثلت عائقاً جدّياً أمام تحقيق مشروع الاندماج منها خاصّة افتقار هاته الجمعيات للموارد الضروريّة قصد تكوين الاعتماد الجمعيّاتي الأدنى والمستوى غير الكافي لأموال الخزينة العمليّاتيّة.

### 4. مرصد الإدماج المالي:

درست لجنة القيادة المحدثة في نهاية سنة 2014 بهدف تأطير إطلاق المرصد والتي يتكوّن أعضاؤها من ممثّلين عن وزارة الماليّة وسلطة رقابة التمويل الصّغرى والبنك المركزي ومرصد الخدمات المصرفيّة والمعهد الوطني للإحصاء والهيئة العاقّة للتأمين وخبراء في قطاع التمويل الصّغرى، الاقتراحين التاليين لإنشاء هذا المرصد:

- إما أن يكون المرصد بمثابة وظيفة داخل سلطة رقابة التمويل الصغرى لا تتمتع بالشخصية القانونية يقع دعمها بلجنة استشارية تضم مختلف الوزارات.

- أو أن يتمّ إحداث المرصد بصفة مستقلّة تحت إشراف وزارة الماليّة لينضوي تحت أحكام القانون عدد 100 لسنة 1999 المؤرّخ في 13 ديسمبر 1999 والمتعلّق بمراكز

## III. حركية تطور قطاع التمويل الصغير :

### 1. دراسة حول الخلاص عن طريق الهاتف الجوال وواقع الابتكار المالي الرقمي في تونس:

أطلق البنك الدولي ومركز المرأة العربية للبحث والتدريب «CAWTAR» في شهر نوفمبر 2015 دراسة هدفها مزيد فهم حاجيات السوق من الخدمات المالية عبر الهاتف الجوال واقتراح تعديلات على النموذج العملي الحالي وتطوير خدمات مالية جديدة وذلك بهدف تحقيق الإدماج المالي.

وتولّى مكتب «Amarante» مهمّة إنجاز هذه الدراسة خلال الفترة الممتدّة بين نوفمبر 2014 وأفريل 2015 وذلك بالتعاون مع مكتب الدراسات «Elka-consulting». وتضمنت هذه الدراسة جزءا خاصا بدراسة السوق (12 مجموعة نقاش و1234 حوارات فردية) وتقييما للوضع الحالي إضافة إلى عدّة اجتماعات دورية مع العاملين في القطاع بتنسيق من المجموعة الاستشارية لإعانة الفقراء «CGAP».

وصادقت لجنة القيادة المكوّنة من ممثلين عن كلّ من البنك المركزي ووزارة المالية وسلطة رقابة التمويل الصغير ووزارة التكنولوجيا والاتصال وشركات الاتصالات بالإضافة إلى عاملين هامين آخرين في القطاع والهيئات المكلفة بإنجاز الدراسة، على التقريرين التاليين :

**1. تقرير حول دراسة السوق :** كشفت الدراسة أنّه بالرغم من وجود 12 مليون حساب بنكي أو بريدي فإنّ 64% من التونسيين تمّ إقصاؤهم أو لا يتمّ تقديم الخدمات المالية الملائمة لهم من قبل القطاع المالي الرسمي. وقدّمت الدراسة عدّة تفاصيل حول استعمال الخدمات المالية التقليدية والخدمات المالية عبر الهاتف الجوال. هذا وتمّ تقديم عدّة مقترحات حول تطوير خدمات جديدة.

**2. تقرير حول النموذج العملي :** بعد أن تمّ وصف النموذج الحالي من خلال تحليل نقاط القوّة ونقاط الضعف، قدّم هذا التقرير عدّة تعديلات وخطّة عمل لإنجازه. وتمّت مناقشة النموذج المقترح من قبل أعضاء لجنة القيادة خلال اجتماعاتها وذلك قصد تقريب وجهات النظر.

### 2. دراسة حول الواقع الحالي للإدماج المالي في تونس «فئات محدودة الدخل ومؤسسات ميكروية» سبتمبر 2015:

قامت مجموعة البنك الدولي بهذه الدراسة حول الواقع الحالي للإدماج المالي في تونس في الوقت الذي بلغت فيه الاستراتيجية التوافقية 2011 - 2014، وهي استراتيجية وطنية تمّ نشرها في سنة 2011، نهايتها. ولم تغطّي هذه الدراسة كلّ الجوانب المتعلقة بالقطاع المالي بل اقتصر على التركيز على الفئات محدودة الدخل وعلى المؤسسات الميكروية.

وتمحورت هذه الدراسة حول العناصر التالية:

- تحديد الهدف من الإدماج المالي
- تحديد الإطار القانوني والترتيبي
- تحديد العرض والطلب الحالي للخدمات المالية

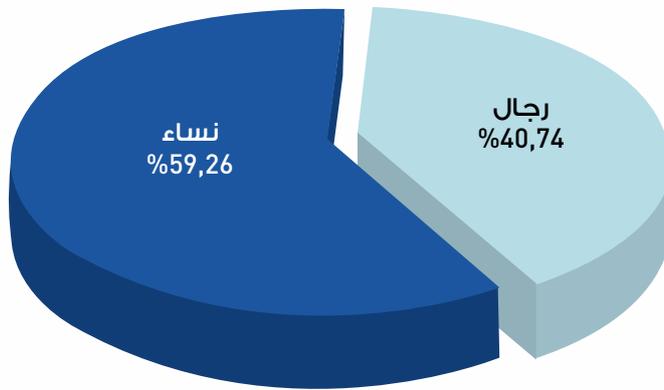
بلغ نصيب الرجال من القيمة الجمالية للقروض الصغيرة المسندة سنة 2015، 42.98% بعد أن كان في حدود 39.84% سنة 2014. حيث تم سنة 2015، تخصيص ما يقارب 230,4 مليون دينار لإسناد 119802 قرضا لرجال ناشطين في مختلف القطاعات. في حين استحوذت النساء على النصيب الأوفر حيث بلغ حوالي 305,7 مليون ديناراً بنسبة قدرها 57.02% من المبلغ الجملي للقروض المسندة..

## 2. الفترة الممتدة بين 1999 و 2015 :

(الوحدة : ألف دينار)

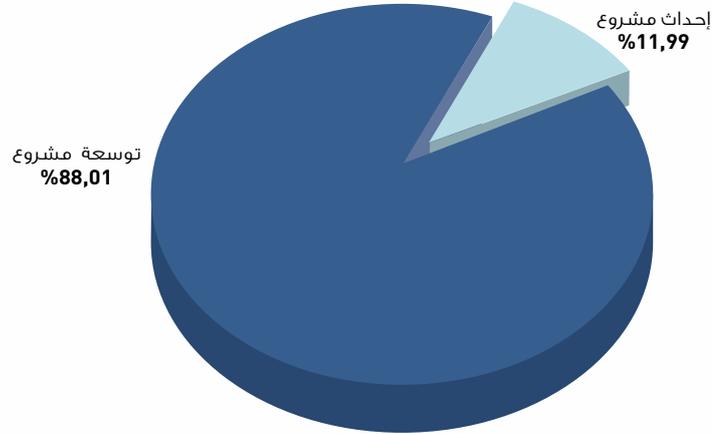
المجموع التراكمي (2015 - 1999)			العدد التراكمي	توزيع القروض الصغرى حسب النوع الاجتماعي
(%)	المبلغ التراكمي	(%)		
40,74 %	1 056 743	35,48 %	945 532	رجال
59,26 %	1 536 948	64,52 %	1 719 288	نساء
<b>100 %</b>	<b>2 593 691</b>	<b>100 %</b>	<b>2 664 820</b>	<b>المجموع</b>

### توزيع المبلغ التراكمي للقروض الصغرى المسندة خلال الفترة الممتدة بين 1999 و 2015 حسب النوع الاجتماعي



على امتداد الفترة المتراوحة بين 1999 و 2015، استفادت النساء بـ 59,26% من المبلغ الجملي للقروض المسندة في حين استفاد الرجال بـ 40,74% منها. هذا وقد بلغ معدل القرض الصغير المسند للنساء على امتداد نفس الفترة 894 ديناراً مقابل 1117.6 ديناراً للرجال.

توزيع المبلغ التراكمي للقروض الصغرى المسندة خلال الفترة الممتدة بين 1999 و 2015 حسب نوع المشروع



على امتداد الفترة المتراوحة بين 1999 و 2015، تم تخصيص 88.01 % من القيمة الجمالية للقروض الصغرى المسندة لفائدة توسعة المشاريع القائمة بينما لم تستفد المشاريع الجديدة المحدثّة إلا بـ 11.99 % من نفس القيمة الجمالية.

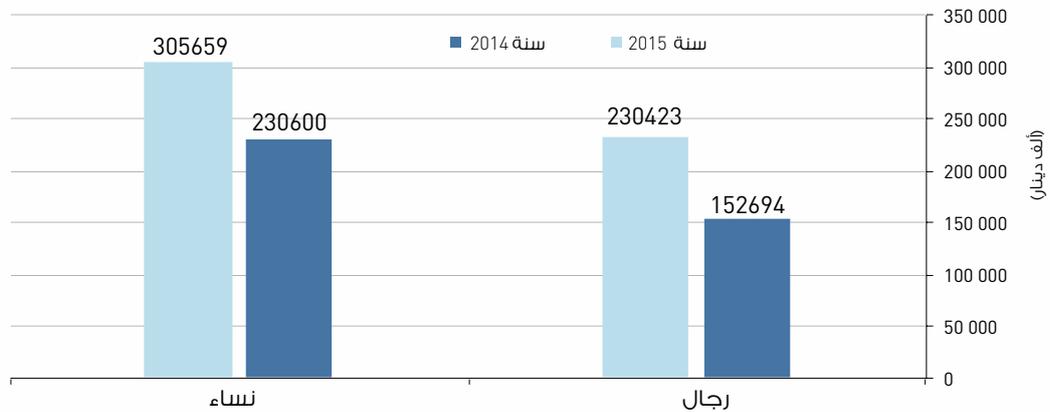
#### ذ . توزيع القروض الصغرى حسب النوع الاجتماعي:

1. سنوات 2014-2015:

(الوحدة : ألف دينار)

نسب النمو 2015-2014	2015			2014			توزيع القروض الصغرى حسب النوع الاجتماعي
	المبلغ	العدد	(%)	المبلغ	العدد	(%)	
51 %	26 %	42,98 %	230 423	36,3 %	119 802	39,84 %	رجال
33 %	11 %	57,02 %	305 659	63,7 %	209 945	60,16 %	نساء
40 %	16 %	100 %	536 082	100 %	329 747	100 %	المجموع

تطور مبلغ القروض الصغرى المسندة بين سنتي 2014 و 2015 حسب النوع الاجتماعي



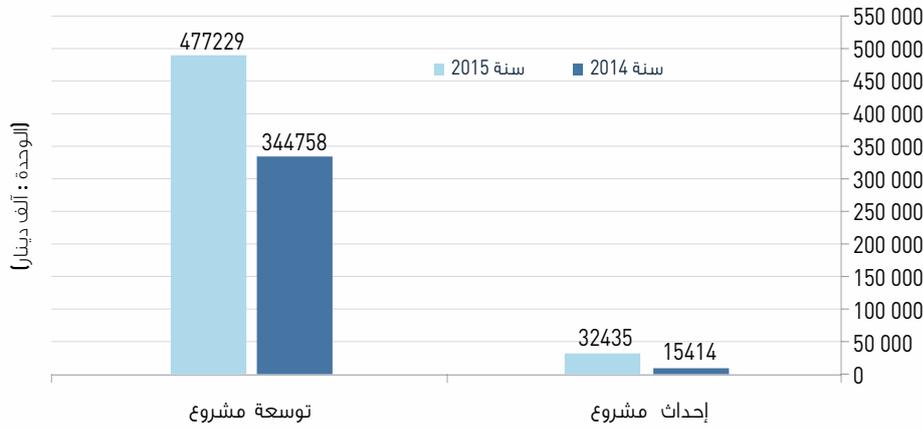
## د. توزيع القروض الصغرى حسب نوع المشروع :

1. سنوات 2014-2015 :

(الوحدة : ألف دينار)

نسب النمو 2015-2014		2015				2014				توزيع القروض الصغرى حسب نوع المشروع
المبلغ	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	
% 110	% 123	% 6,36	32 435	% 7,25	21 083	% 4,28	15 414	% 3,76	9 438	إحداث مشروع
% 38	% 12	% 93,64	477 229	% 92,75	269 715	% 95,72	344 758	% 96,24	241 346	توسعة مشروع
<b>% 42</b>	<b>% 16</b>	<b>% 100</b>	<b>509 664</b>	<b>% 100</b>	<b>290 798</b>	<b>% 100</b>	<b>360 172</b>	<b>% 100</b>	<b>250 784</b>	<b>المجموع</b>

تطور مبلغ القروض الصغرى المسندة بين سنتي 2014 و 2015 حسب نوع المشروع



خلال سنة 2015، تم تخصيص مبلغ 477.2 مليون دينار لتوسعة المشاريع أي بنسبة 93.64% من القيمة الجمالية للقروض الصغرى، في حين لم يحظ إحداث المشاريع الجديدة إلا بنسبة 6.36% على الرغم من أن المبلغ المخصص لها بلغ 4,32 مليون دينار سنة 2015، مقابل 15,4 مليون دينار سنة 2014، حيث ارتفع عدد القروض المسندة لإحداث المشاريع من 9438 إلى 21083 سنة 2015.

2. الفترة الممتدة من 1999 إلى 2015 :

(الوحدة : ألف دينار)

المجموع التراكمي (1999 - 2015)				توزيع القروض الصغرى حسب نوع المشروع
(%)	المبلغ التراكمي	(%)	العدد التراكمي	
% 11,99	282 148	% 13,27	299 076	إحداث مشروع
% 88,01	2 070 614	% 86,73	1 955 223	توسعة مشروع
<b>% 100</b>	<b>2 352 762</b>	<b>% 100</b>	<b>2 254 299</b>	<b>المجموع</b>

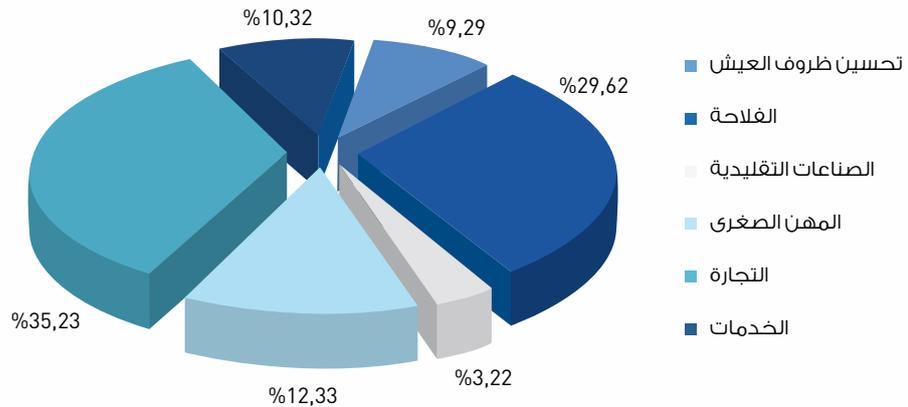
استحوذت الأنشطة التجارية على النصيب الأكبر من مبالغ القروض الصغيرة المسندة سنة 2015 وذلك بقيمة جمالية فاقت 182 مليون دينار. واحتل قطاع الفلاحة المرتبة الثانية إلا أنه استفاد بالنصيب الأكبر من عدد القروض المسندة خلال سنة 2015 بمبلغ جملي فاق 175 مليون دينار. في حين لم يتجاوز نصيب قطاع الصناعات التقليدية من المبلغ الجملي للقروض المسندة سنة 2015، 2.38 % ليكون بذلك القطاع الأقل استفادة من القروض الصغرى.

## 2. الفترة الممتدة بين 1999 - 2015 :

(الوحدة : ألف دينار)

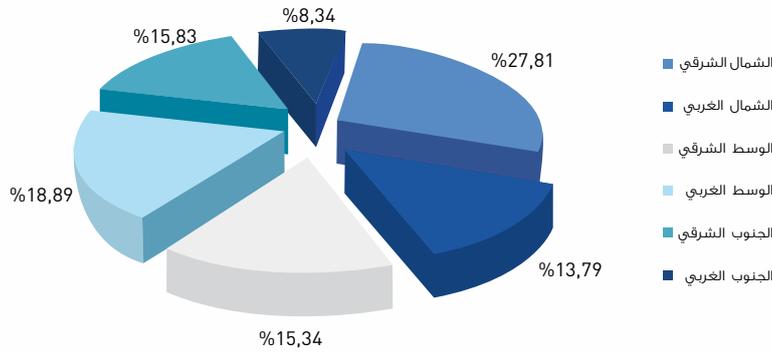
المجموع التراكمي (-1999 2015)				توزيع القروض الصغرى حسب القطاع
(%)	المبلغ التراكمي	(%)	العدد التراكمي	
9,29%	240 929	15,41%	410 521	تحسين ظروف العيش
29,62%	768 190	26,64%	709 929	الفلاحة
3,22%	83 492	3,98%	106 141	الصناعات التقليدية
12,33%	319 678	12,26%	326 659	المهن الصغرى
35,23%	913 693	33,84%	901 897	التجارة
10,32%	267 709	7,87%	209 673	الخدمات
100%	2 593 691	100%	2 664 820	المجموع

توزيع المبلغ التراكمي للقروض الصغرى المسندة خلال الفترة الممتدة بين 1999 و 2015 حسب القطاع



خلال الفترة الممتدة من 1999 إلى 2015، استفادت الأنشطة التجارية لوحدها بحوالي 914 مليون دينار يليها مباشرة قطاع الفلاحة الذي استفاد بأكثر من 768 مليون دينار ليستحوذ معا على نسبة 64.85 % من القيمة الجمالية للقروض الصغرى المسندة خلال هذه الفترة.

تطور مبالغ القروض الصغيرة المسندة خلال الفترة الممتدة  
من سنة 1999 الى سنة 2015



خلال الفترة الممتدة بين 1999 و 2015، استفادت جهة الشمال بمفردها (شمال شرقي و شمال غربي) بأكثر من مليار دينار أي بنسبة تقدر ب 41.6% من المبلغ الجملي للقروض الصغيرة المسندة خلال هذه الفترة.

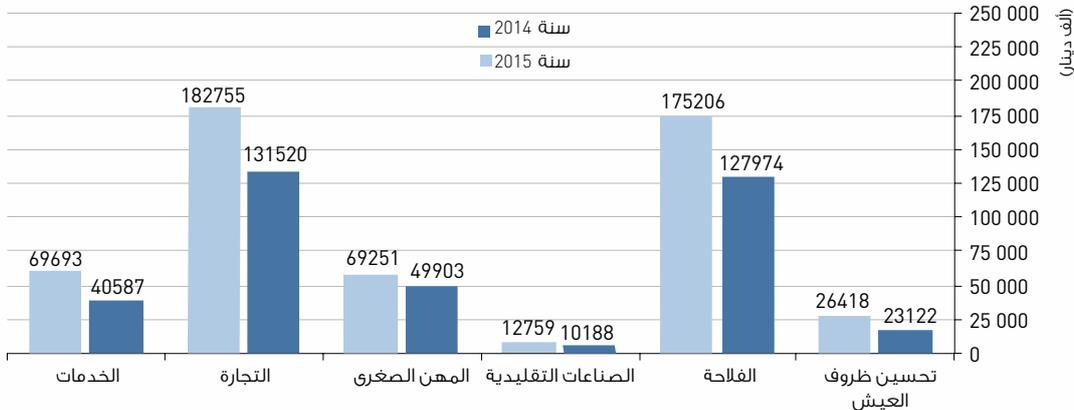
### خ. توزيع القروض الصغيرة حسب القطاع

1. اسنوات 2015-2014:

(الوحدة : ألف دينار)

نسب النمو 2015-2014	2015			2014			توزيع القروض الصغيرة حسب القطاع	
	المبلغ	العدد	(%)	المبلغ	العدد	(%)		
% 14	% 18	% 4,93	26 418	% 11,81	38 949	% 6,03	23 122	تحسين ظروف العيش
% 37	% 16	% 32,68	175 206	% 32,58	107 447	% 33,39	127 974	الزراعة
% 25	% 9	% 2,38	12 759	% 2,87	9 457	% 2,66	10 188	الصناعات التقليدية
% 39	% 15	% 12,92	69 251	% 13,53	44 626	% 13,02	49 903	المهن الصغيرة
% 39	% 12	% 34,09	182 755	% 29,77	98 163	% 34,31	131 520	التجارة
% 72	% 34	% 13,00	69 693	% 9,43	31 105	% 10,59	40 587	الخدمات
% 40	% 16	% 100	536 082	% 100	329 747	% 100	383 294	المجموع

تطور مبلغ القروض الصغيرة المسندة بين سنتي 2015 و 2014 حسب القطاع



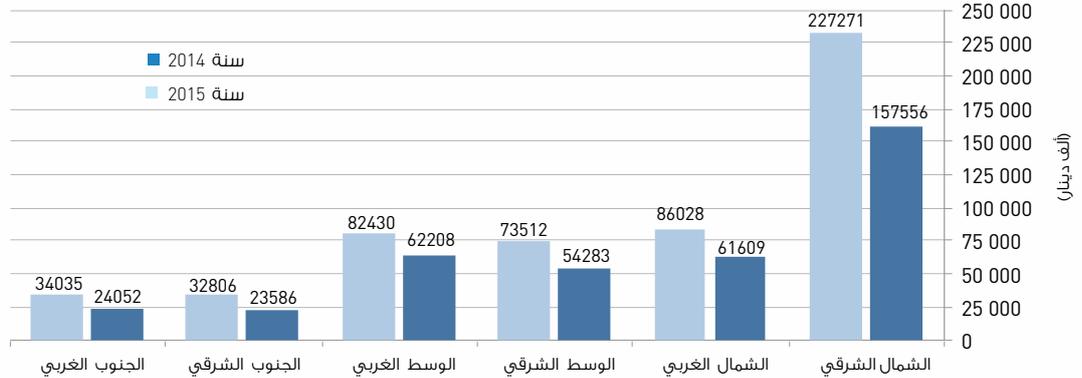
## ج. توزيع القروض الصغرى حسب الجهات

1. سنوات 2014 – 2015 :

(الوحدة : ألف دينار)

توزيع القروض الصغرى حسب الجهات	2015			2014			نسب النمو 2015-2014	
	(%)	المبلغ	العدد	(%)	المبلغ	العدد	(%)	العدد
الشمال الشرقي	41,33%	157 556	41,11%	42,39%	227 271	40,48%	14%	44%
الشمال الغربي	16,38%	61 609	16,07%	16,05%	86 028	16,39%	16%	40%
الوسط الشرقي	13,96%	54 283	14,16%	13,71%	73 512	13,83%	15%	35%
الوسط الغربي	14,46%	62 208	16,23%	15,38%	82 430	14,72%	18%	33%
الجنوب الشرقي	7,25%	23 586	6,15%	6,12%	32 806	7,29%	17%	39%
الجنوب الغربي	6,63%	18 805	6,28%	6,35%	34 035	7,28%	28%	42%
المجموع	100%	383 294	100%	100%	536 082	100%	16%	40%

### تطور مبلغ القروض الصغرى المسندة بين سنتي 2014 و 2015 حسب الجهات



استفادت جهة الشمال الشرقي بنسبة تقدر بـ 40.48% من عدد القروض المسندة خلال سنة 2015 وذلك بقيمة بلغت 227 مليون دينار. في حين استفادت جهتا الجنوب الشرقي والجنوب الغربي معا بنسبة 14,57% من العدد الجملي للقروض الصغيرة بقيمة بلغت 12.47% من المبلغ الجملي للقروض الصغرى المسندة.

## 2. الفترة الممتدة بين 1999-2015:

(الوحدة : ألف دينار)

المجموع التراكمي (2015 - 1999)				توزيع القروض الصغرى حسب الجهات
(%)	المبلغ التراكمي	(%)	العدد التراكمي	
27,81%	721 344	28,24%	752 520	الشمال الشرقي
13,79%	357 791	12,76%	339 914	الشمال الغربي
15,34%	397 870	17,66%	470 627	الوسط الشرقي
18,89%	489 995	18,56%	494 483	الوسط الغربي
15,83%	410 515	14,53%	387 175	الجنوب الشرقي
8,34%	216 176	8,26%	220 101	الجنوب الغربي
<b>100%</b>	<b>2 593 691</b>	<b>100%</b>	<b>2 664 820</b>	<b>المجموع</b>

## ج. المعطيات المالية حول مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم وإندا العالم العربي

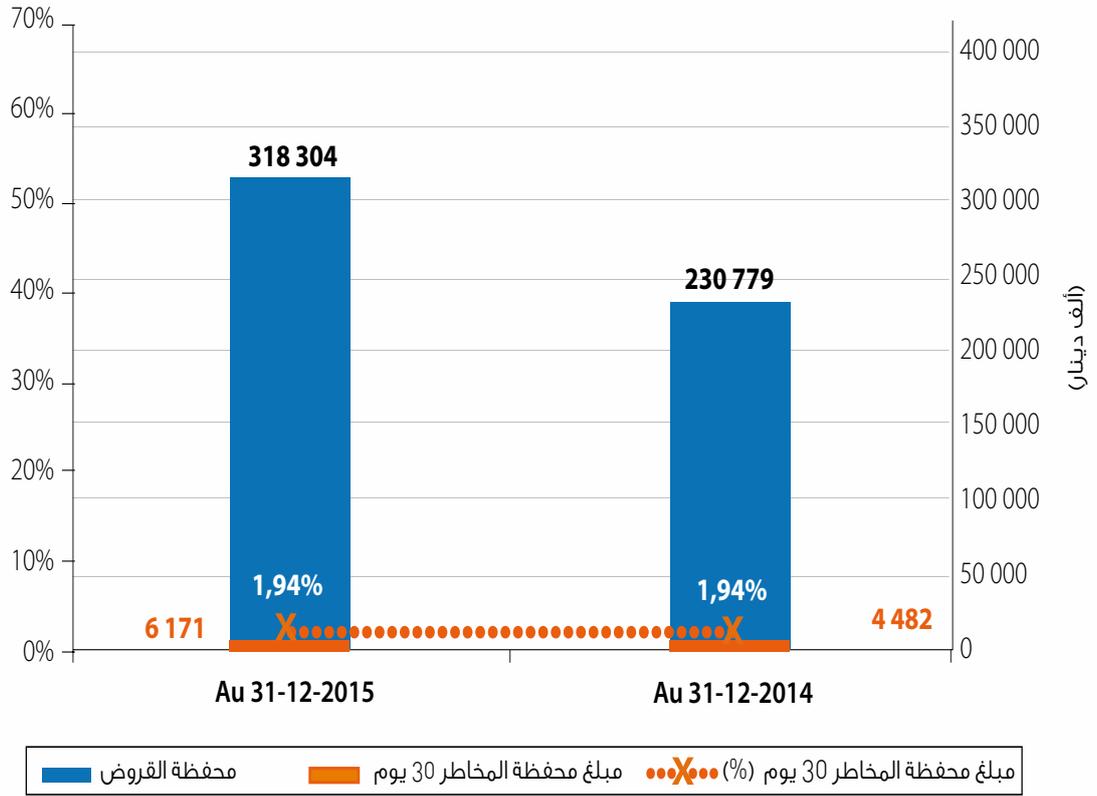
الوحدة: الدينار

المجموع		المعطيات المالية لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم وإندا العالم العربي
2015	2014	
<b>المعطيات حول الموازنة</b>		
<b>348 944 847</b>	<b>256 552 246</b>	<b>مجموع الأصول</b>
299 713 514	246 035 483	مستحقات على الحرفاء
(13 058 828)	(9 089 490)	(طرح) مدخرات لإنخفاض قيمة حسابات الحرفاء
<b>271 595 648</b>	<b>200 447 339</b>	<b>مجموع الخصوم</b>
250 555 193	188 494 049	إقراضات و خصوم مالية أخرى
1 835 369	120470	مساعادات بنكية
<b>77 349 199</b>	<b>56 104 907</b>	<b>مجموع الأموال الذاتية</b>
23 902 000	8 000 000	رأس المال الاجتماعي
<b>المعطيات حول قائمة النتائج</b>		
<b>73 634 816</b>	<b>51 624 348</b>	<b>مجموع إيرادات الإستغلال لأنشطة التمويل الصغير</b>
31 021 614	18 593 421	فوائد و مداخيل مماثلة
42 285 618	32 845 833	مداخيل أخرى على القروض الصغيرة
<b>18 494 302</b>	<b>12 233 885</b>	<b>مجموع أعباء الإستغلال لأنشطة التمويل الصغير</b>
<b>55 140 514</b>	<b>39 390 463</b>	<b>الناتج الصافي لأنشطة التمويل الصغير</b>
31 221 510	23 043 430	أعباء الأعوان
13 939 245	9 272 661	أعباء عامة للإستغلال
3 687 282	5 099 976	نتيجة الإستغلال
<b>4 337 390</b>	<b>5 874 602</b>	<b>نتيجة السنة المحاسبية</b>

شهد رقم معاملات مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم وإندا العالم العربي ارتفاعا ملحوظا قدر بـ 42.64 % بين سنتي 2014 و 2015 ليبلغ 73,6 مليون دينار مقابل 51,6 مليون دينار سنة 2014.

إلا أن النتيجة المحاسبية المجمععة لهذه المؤسسات شهدت تراجعاً هاماً قدر بـ 26 % حيث تراجعت من 5.8 مليون دينار سنة 2014 إلى 4,3 مليون دينار سنة 2015. ويعود هذا الانخفاض بالأساس إلى ارتفاع أعباء الاستغلال بنسبة 51,2 % بين سنتي 2014 و 2015 باعتبار أن مؤسسات التمويل الصغير المحدثة لا تزال في المرحلة الأولى لانطلاق النشاط.

محفظة المخاطر 30 يوم الخاصة بمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الإسم وأند العالم العربي خلال سنة 2014 و 2015



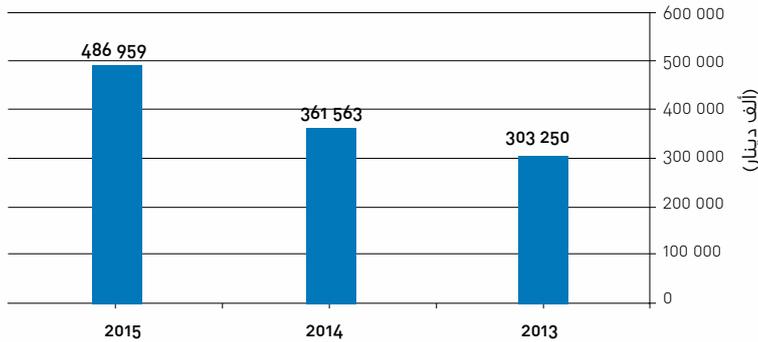
شهد مبلغ محفظة المخاطر 30 يوم مع إدراج القروض التي تم التمديد في أجلها وإعادة جدولتها والتي وقع شطبها لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم وأندا العالم العربي ارتفاعا قدر بـ 38% بين سنتي 2014 و 2015، حيث بلغ 6,171 مليون دينار سنة 2015 مقابل 4,482 مليون دينار سنة 2014. إلا أن نسبة محفظة المخاطر 30 يوم استقرت للسنة الثانية على التوالي في حدود 1.94%.

## ت. المبلغ الجاري للقروض الصغيرة:

(الوحدة: ألف دينار)

2015	2014	2013	
486 959	361 563	303 250	المبلغ الجاري الخام للقروض الصغيرة في 31 ديسمبر

### تطور المبلغ الجاري للقروض الصغيرة الخام في آخر الفترة من سنة 2013 إلى سنة 2015



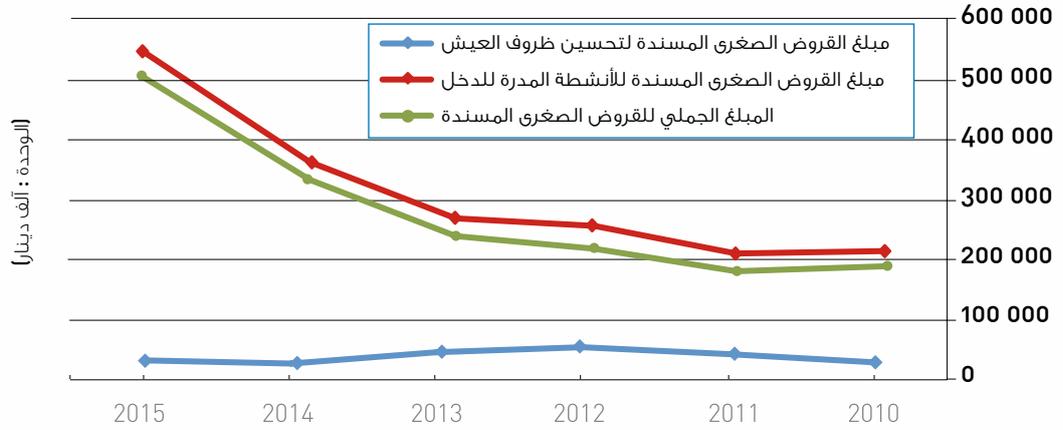
شهد المبلغ الجاري للقروض ارتفاعاً مهماً بين سنتي 2014 و 2015 قدّر بحوالي 34.7% ليتمّ من 361,563 مليون دينار سنة 2014 إلى 486,959 مليون دينار سنة 2015.

## ث. محفظة المخاطر 30 يوم (PAR30) لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الإسم وأندا العالم العربي :

الوحدة: الدينار

2015/12/31	2014/12/31	مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الإسم وأندا العالم العربي
3 719 270	2 079 719	محفظة المخاطر 30 يوم دون إدراج القروض التي تم التمديد في آجالها والمعاد جدولتها والتي وقع شطبها
316 527 374	228 996 270	محفظة القروض
1,18%	0,91%	نسبة محفظة المخاطر 30 يوم دون إدراج القروض التي تم التمديد في آجالها والمعاد جدولتها والتي وقع شطبها
305 413	478 458	القروض التي تم التمديد في آجالها
370 007	140 910	القروض المعاد جدولتها
1 776 502	1 782 610	القروض التي وقع شطبها
318 303 876	230 778 880	محفظة القروض + القروض التي وقع شطبها
6 171 192	4 481 697	محفظة المخاطر 30 يوم مع إدراج القروض التي تم التمديد في آجالها والمعاد جدولتها والتي وقع شطبها
1,94%	1,94%	نسبة محفظة المخاطر 30 يوم مع إدراج القروض التي تم التمديد في آجالها والمعاد جدولتها والتي وقع شطبها

### تطور مبلغ القروض الصغرى المسندة خلال الفترة الممتدة من سنة 2010 إلى سنة 2015



سجّل العدد الجملي للقروض الصغرى المسندة سنة 2015 نسبة نمو بـ 16,2% مقارنة بسنة 2014 حيث تم إسناد 329747 قرضا سنة 2015 مقابل 283711 سنة 2014.

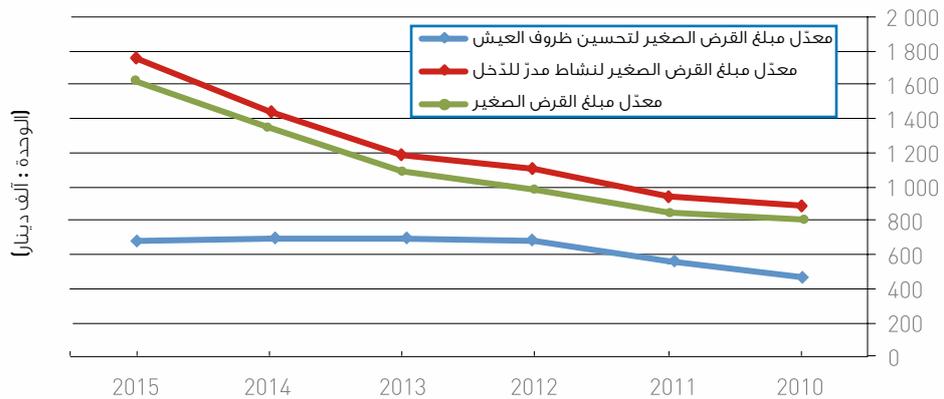
كما سجل المبلغ الجملي للقروض المسندة سنة 2015 نسبة نموّ بـ 39,8% مقارنة بسنة 2014 حيث بلغت القيمة الجمالية للقروض المسندة 536,1 مليون دينار مقابل 383,3 مليون دينار سنة 2014.

### ب. معدل مبلغ القرض الصغير:

(الوحدة: الدينار)

2015	2014	2013	2012	2011	2010	
678	702	700	677	558	464	معدّل مبلغ القرض الصغير لتحسين ظروف العيش
1753	1436	1185	1099	945	881	معدّل مبلغ القرض الصغير لنشاط مدّر للدخل
1626	1351	1096	988	851	805	معدّل مبلغ القرض الصغير

### تطور معدّل مبلغ القرض الصغير من سنة 2010 إلى سنة 2015



سجّل معدّل مبلغ القرض الصغير المسند ارتفاعا خلال الفترة الممتدة من سنة 2010 إلى سنة 2015.

بالنسبة للقروض المسندة للأنشطة المدرة للدخل، بلغ معدّل مبلغ القرض الصغير سنة 2015، 1753 دينار مقابل 1436 دينار سنة 2014 مسجلا بذلك نسبة نمو تقدّر بـ 22%.

## 2. معطيات حول قطاع التمويل الصغير في تونس خلال سنة 2015 :

يتكون قطاع التمويل الصغير في تونس إلى حدود 31 ديسمبر 2015 من :

- 289 جمعية للقروض الصغرى مرخص لها طبقا للقانون عدد 67 لسنة 1999 المؤرخ في 15 جويلية 1999 والمتعلق بالقروض الصغيرة المسندة من قبل الجمعيات منها 176 جمعية ناشطة و 9 جمعيات لم تتعاطى قط هذا النشاط.

- «أندا العالم العربي» وهي منظمة غير حكومية قامت بتفريع نشاطها صلب «أندا تمويل» لممارسة نشاط التمويل الصغير.

- «تيسير للتمويل الصغير».

- «ميكروكراد تونس».

- «أدفنس تونس».

- «المركز المالي للباعثين».

- و «أسد تمويل» مؤسسة تمويل صغير في شكل جمعياتي تم إحداثها في إطار عملية تفريع نشاط التمويل الصغير لجمعية دعم التنمية الذاتية «أسد».

منح الفصل 58 من المرسوم 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 المتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير كما تم تنقيحه بالقانون عدد 46 لسنة 2014 المؤرخ في 24 جويلية 2014. صفة مؤسسات تمويل صغير شريطة امتثالها لأحكام هذا المرسوم في أجل أقصاه موفى سنة 2016.

إلى حد تاريخ 31 ديسمبر 2015، وباستثناء جمعية «دعم التنمية الذاتية أسد»، لم تمثل أية جمعية قرض صغير أخرى لأحكام هذا المرسوم كما تم تنقيحه بالقانون عدد 46 لسنة 2014 وخاصة الالتزام باحترام الاعتماد الجمعياتي الأدنى المحدد بخمسين ألف دينار (50.000 دينار).

### أ. تطور القروض الصغرى المسندة:

(الوحدة: ألف دينار)

2015		2014		2013		2012		2011		2010		
المبلغ	العدد											
509 664	290 798	360 172	250 784	243 461	205 518	219 369	199 588	184 664	195 434	199 028	225 793	القروض المسندة للأنشطة المدرة للدخل
26 418	38 949	23 122	32 927	32 398	46 293	48 578	71 705	35 006	62 719	23 448	50 533	القروض المسندة لتحسين ظروف العيش
536 082	329 747	383 294	283 711	275 859	251 811	267 947	271 293	219 670	258 153	222 476	276 326	مجموع القروض المسندة

تطور الإطار التشريعي والترتيبي للتمويل الصغير منذ سنة 2011

<b>2011/11</b> ◀
المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير
المرسوم عدد 118 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بالأحكام الجبائية الخاصة بمؤسسات التمويل الصغير
<b>2012/01</b> ◀
قرار وزير المالية المؤرخ في 18 جانفي 2012 المتعلق بتحديد المبلغ الأقصى للقرض الصغير وشروط إسناده من قبل مؤسسات التمويل الصغير
<b>2012/09</b> ◀
الأمر عدد 2128 لسنة 2012 المؤرخ في 28 سبتمبر 2012 المتعلق بضبط طرق تسيير سلطة رقابة التمويل الصغير
<b>2012/11</b> ◀
الأمر عدد 2643 لسنة 2012 المؤرخ في 6 نوفمبر 2012 المتعلق بتسمية مدير عام سلطة رقابة التمويل الصغير
<b>2013/01</b> ◀
قرار وزير المالية المؤرخ في 22 جانفي 2013 المتعلق بضبط إجراءات منح التراخيص لمؤسسات التمويل الصغير
<b>2013/04</b> ◀
قرار وزير المالية المؤرخ في 22 أبريل 2013 المتعلق بتسمية رئيس وأعضاء مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير
<b>2013/04</b> ◀
قرار وزير المالية المؤرخ في 16 أبريل يتعلق بضبط مهام اتحادات مؤسسات التمويل الصغير
<b>2013/08</b> ◀
قرار وزير المالية المؤرخ في 19 أوت 2013 المتعلق بتنقيح القرار المؤرخ في 22 جانفي 2013 المتعلق بضبط إجراءات منح التراخيص لمؤسسات التمويل الصغير وبتطورها المؤسساتاتي
<b>2014/07</b> ◀
قانون عدد 46 لسنة 2014 المؤرخ في 24 جويلية 2014 يتعلق بتنقيح المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير
<b>2014/11</b> ◀
قرار وزير الاقتصاد والمالية المؤرخ في 17 نوفمبر 2014 يتعلق بضبط صيغ التدقيق الخارجي لحسابات مؤسسات التمويل الصغير
<b>2016/02</b> ◀
قرار وزير المالية يتعلق بضبط نسب و صيغ استخلاص مساهمات مؤسسات التمويل الصغير الراجعة لسلطة رقابة التمويل الصغير.

## 1. واقع قطاع التمويل الصغير

### 1. تطور الإطار التشريعي والترتيبي للتمويل الصغير في تونس:

حدد الفصل 43 من المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم مؤسسات التمويل الصغير مهام سلطة رقابة التمويل الصغير ومن بينها إبداء رأيها لوزير المالية بخصوص المشاريع المتعلقة بالتمويل الصغير.

خلال سنة 2015 أبدى أعضاء مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير رأيهم بخصوص مشاريع القرارات التالية:

- مشروع قرار وزير المالية المتعلق بضبط معايير الشفافية المالية وقواعد التصرف لمؤسسات التمويل الصغير :

يحدد مشروع القرار المعايير الحذرة وقواعد التصرف لمؤسسات التمويل الصغير، حيث يتناول قواعد تصنيف الديون وتكوين المدخرات الخاصة بالديون المشكوك في استخلاصها وأجال وطرق شطب الديون ومختلف القوائم والتقارير الدورية الواجب إرسالها إلى سلطة رقابة التمويل الصغير.

- مشروع قرار وزير المالية المتعلق بضبط معايير الحوكمة لمؤسسات التمويل الصغير:

يحدد مشروع القرار صلاحيات هيكل الإدارة وهيكل التصرف واللجان المختصة. كما يعرّف أيضا بنظام الرقابة الداخلية ورقابة الامتثال داخل مؤسسات التمويل الصغير.

- مشروع قرار وزير المالية يتعلق بضبط نسب وصيغ استخلاص مساهمات مؤسسات التمويل الصغير الراجعة لسلطة رقابة التمويل الصغير.

صدر هذا القرار بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية بتاريخ 09 فيفري 2016، حيث تم ضبط نسب وصيغ استخلاص مساهمات مؤسسات التمويل الصغير الراجعة لسلطة رقابة التمويل الصغير وكذلك خطايا التأخير في صورة الخلاص الجزئي أو عدم الخلاص في الأجل المحددة.

### ◀ سفرة دراسية إلى ألمانيا حول التمويل الصغير والبنوك التعاونية والرقابة البنكية: من 24 إلى 30 ماي 2015 :

شارك فريق من سلطة رقابة التمويل الصغير في دورة تكوينية من تنظيم «ADG: Die Akademie Deutscher Genossenschaften» من 24 إلى 30 ماي 2015 بمدينة منتبور الألمانية «Montabaur».

تم خلال هذه الدورة التكوينية حول التمويل الصغير والبنوك التعاونية والرقابة البنكية، عرض نماذج للتشريعات والرقابة البنكية على غرار أنموذج كل من دولة طاجاكستان وليتوانيا.

كما تم إثراء هذه الدورة التكوينية من خلال تقديم التجربة الألمانية في مجال البنوك التعاونية، حيث تعتبر نموذجا يحتذى به في هذا المجال باعتبار أن البنوك التعاونية نشأت لأول مرة في ألمانيا في القرن التاسع عشر ببادرة من «Frédéric-Guillaume Raiffeisen» و «Hermann Schulze-Delitzsh».

كم قام الفريق المشارك بزيارات ميدانية لكل من البنك الفيدرالي الألماني «Buba» والسلطة الفيدرالية الألمانية لمراقبة الخدمات المالية «BaFin».

### ◀ دورة تكوينية في مجال التمويل الصغير في إطار البرنامج السنوي لمعهد التمويل الصغير «Boulder» بإيطاليا من 20 جويلية إلى 07 أوت 2015:

شارك إطار من سلطة رقابة التمويل الصغير من 20 جويلية إلى 07 أوت 2015 في الدورة التكوينية السنوية حول التمويل الصغير من تنظيم معهد التمويل الصغير «Boulder» في المركز الدولي للتكوين للمنظمة العالمية للشغل «OIT» في مدينة تورينو الإيطالية. هذه الدورة التكوينية هي موجهة لمختلف المهنيين الناشطين في قطاع التمويل الصغير والإدماج المالي في العالم، وذلك من خلال أكثر من عشرين مادة يتم تقديمها باللغة الفرنسية.

إن البحث عن ضمان الحيوية الدائمة لفريق العمل من خلال توفر عنصري الكفاءة والخبرة يندرج ضمن سياسة الإنتدابات لسلطة رقابة التمويل الصغير والخيارات الاستراتيجية لمجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير في ميدان التصرف في الموارد البشرية.

### ب. نشاط التكوين وتطوير الكفاءات:

في إطار نشاط التكوين وتطوير الكفاءات شارك أعوان سلطة رقابة التمويل الصغير خلال سنة 2015 في عدة دورات تكوينية.

وتحرص سلطة رقابة التمويل الصغير على تطوير كفاءة فريق عملها وذلك من خلال سياسة تكوين نشيطة، إذ يشارك أعوان السلطة عند انتدابهم وخلال كامل فترة عملهم في حلقات تكوينية مختلفة، مشفوعة بشهاد أو غير مشفوعة بشهاد، في تونس وأيضاً في الخارج.

### ◀ دورة تكوينية حول دليلي إجراءات الرقابة :

مكنت مهمة التعاون الفني مع مكتب الدراسات الألماني «AFC Consultants International» سلطة رقابة التمويل الصغير من دليلي إجراءات للمراقبة على عين المكان ومراقبة الوثائق.

وقد قام السيد «Jean Plamondon» بتأمين دورة تكوينية لفائدة الفريق المكلف بالرقابة بسلطة رقابة التمويل الصغير، حول هذين الدليلين من خلال تكوين داخل الهيئة فيما يخص دليل مراقبة الوثائق وتدريب تطبيقي فيما يخص دليل المراقبة على عين المكان، عبر القيام بمهمة رقابة على عين المكان لإحدى مؤسسات التمويل الصغير.

### ◀ تكوين حول تقييم الأداء المالي والاجتماعي لمؤسسات التمويل الصغير من تنظيم «MicroMED» من 30 نوفمبر إلى 03 ديسمبر 2015 :

شارك فريق من سلطة رقابة التمويل الصغير من 30 نوفمبر إلى 03 ديسمبر 2015 في برنامج تكويني من تنظيم «MicroMED» حول تقييم الأداء المالي والاجتماعي لمؤسسات التمويل الصغير، وتتمثل أهداف هذا البرنامج التكويني في:

- تعلم كيفية احتساب وتفسير أهم مؤشرات حسن الأداء.
- فهم الوضعية المالية والاجتماعية لمؤسسة تمويل صغير وتموقعها مقارنة بمنافسيها في القطاع.
- فهم أهمية متابعة مؤشرات حسن الأداء ضمن التصرف اليومي لمؤسسات التمويل الصغير مما يمكن من تحليل التوجهات المالية والتموقع داخل القطاع وتحديد المخاطر الواجب تجنبها.
- استعمال برمجية تضم أهم المؤشرات للتصرف في الأداء المالي والاجتماعي تقوم بتحليل البيانات وإصدار رسوم بيانية ومؤشرات الخاصة بالمؤسسة «MFI-Factsheet».

وأشرف السيد «Charles Codier» وهو مكون بـ «Microfact»، على هذه الدورة التكوينية التي دامت 4 أيام، ببادرة من كل من «ADA» و «BRS»، وهو عبارة عن برنامج مخصص على الأنترنت يمكن من تحميل وتعيين ودعم وسائل «Microfact» في مجال المالية والتأمين، أبرزها برمجية «MFI-Factsheet».

- إضافة تقارير جديدة خاصة بسلطة رقابة التمويل الصغير

### ب. تطوير الدور الرقابي على مؤسسات التمويل الصغير:

#### ب 1 : إعداد دليل إجراءات لمراقبة الوثائق ودليل إجراءات للمراقبة على عين المكان

في إطار التعاون الفني مع الوكالة الألمانية للتنمية «GIZ»، قام مكتب الدراسات الألماني «AFC Consultants International» بإعداد دليلي إجراءات للمراقبة على عين المكان ومراقبة الوثائق تمّ وضعهما على ذمة سلطة رقابة التمويل الصغير، حيث تمّت المصادقة عليهما من قبل مجلس إدارة السلطة خلال اجتماعه المنعقد بتاريخ 06 نوفمبر 2015.

#### ب 2 : تحديد مختلف المعلومات والتقارير الواجب تقديمها لسلطة رقابة التمويل الصغير

في انتظار صدور قرار وزير المالية المتعلق بضبط قواعد ومعايير التصرف والشفافية المالية لمؤسسات التمويل الصغير، وبهدف تعويد هذه المؤسسات على واجب رفع التقارير الدورية إلى سلطة رقابة التمويل الصغير، تمّ في شهر أوت من سنة 2015 توجيه مكتوب إلى مختلف مؤسسات التمويل الصغير يتضمن قائمة التقارير والقوائم الواجب تقديمها مع التنصيص على دورية إرسال هذه التقارير إلى سلطة رقابة التمويل الصغير.

العدد	القائمة / التقرير	الدورية
1	الموازنة	ثلاثية
2	قائمة النتائج	ثلاثية
3	جدول التدفقات النقدية	سنوية
4	الموازنة حسب الأقدمية للمستحقات على الحرفاء	ثلاثية
5	احتساب مخصصات المدخرات	ثلاثية
6	توزيع الأصول والخصوم حسب المدة المتبقية	ثلاثية
7	نسبة كفاية رأس المال	ثلاثية
8	معطيات غير عملياتية	ثلاثية
9	مذكرة حول مخاطر الصرف والتغطية المعتمدة	ثلاثية
10	تقارير مراقب الحسابات	سنوية
11	السياسة العامة ومخطط الأعمال المحين	سنوية

### 6. تطوّر الجانب التنظيمي والموارد البشرية لسلطة رقابة التمويل الصغير:

#### أ. الإنتدابات وأهداف تطويرها على المدى المتوسط:

التزمت سلطة رقابة التمويل الصغير باعتماد سياسة إنتدابات مسؤولة تضمن احترام قواعد الحياد والأخلاقيات وعدم التمييز.

وفي هذا الإطار وبهدف تعزيز مواردها البشرية، وبعد موافقة مجلس الإدارة، قامت سلطة رقابة التمويل الصغير بانتداب 4 إطارات خلال سنة 2015 عن طريق مناظرة خارجية بالملفات مشفوعة باختبارات شفاهية أمام أعضاء لجنة المناظرة.

بالإضافة إلى هذه الإنتدابات تمّ في شهر نوفمبر 2015 تعزيز فريق عمل سلطة رقابة التمويل الصغير عن طريق إلحاق إطار من وزارة المالية.

## 5. دور سلطة رقابة التمويل الصغير في تطوير البنية التحتية للتمويل الصغير:

### أ. مشروع إرساء مركزية المخاطر الخاصة بقطاع التمويل الصغير في تونس خلال سنة 2015:

طبقا لأحكام الفصل 43 من المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 المتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير: « تكلف سلطة رقابة التمويل الصغير بإرساء منظومة لتجميع المخاطر المتعلقة بالقطاع وتبليغها لمؤسسات التمويل الصغير عند طلبها ويمكن لها للعرض أن تطلب من مؤسسات التمويل الصغير أن تمدّها بجميع الإحصائيات والمعلومات التي تسمح لها بالاطلاع على تطور نشاطها. كما يمكن لها إبرام عقود شراكة مع سلط رقابة مماثلة «لببادل المعلومات».

انطلقت سلطة رقابة التمويل الصغير في أشغال إرساء منظومة مركزية المخاطر منذ سنة 2014 وتواصلت هذه الأشغال خلال سنة 2015 وفق رزنامة محددة.

وقامت لجنة القيادة المتكونة من ممثلين عن وزارة المالية وسلطة رقابة التمويل الصغير والبنك المركزي والبنك التونسي للتضامن ومؤسسات التمويل الصغير والوكالة الألمانية للتنمية «GIZ» و «ArabSoft» بالإطلاق الفعلي والمصادقة على ميثاق المشروع يوم 05 نوفمبر 2014 خلال اجتماع رسمي بمقر سلطة رقابة التمويل الصغير.

تتمثل المراحل الأولى للأشغال المنجزة سنة 2015 والمصادق عليها من قبل لجنة القيادة أساسا في:

1. تقرير حول تحديد الحاجيات
  2. دليل تصريح مؤسسات التمويل الصغير لمنظومة مركزية المخاطر تمّ إعداده من قبل ArabSoft.
  3. التخطيط لاستخراج وضبط المعطيات الخاصة بمؤسسات التمويل الصغير
- تمّ وضع القسط الأول من مركزية المخاطر «قسط عدد 1» في مرحلة ما قبل طور الإنتاج، بعد أن تمّت المصادقة على المرحلة التجريبية من قبل سلطة رقابة التمويل الصغير بالتنسيق مع ArabSoft ومؤسسات التمويل الصغير وذلك بالاعتماد على عيّينات قدمتها هذه الأخيرة. وقد تمّ الإمضاء على محضر الاستلام الوقتي لمركزية المخاطر في شهر جويلية 2015.
- على إثر ذلك تم وضع خطة عمل لتجاوز ومعالجة المشاكل والتناقضات المثارة من قبل سلطة رقابة التمويل الصغير، وذلك بهدف إنهاء مرحلة الاستلام الوقتي للقسط الأول لمركزية المخاطر. وتولّت سلطة رقابة التمويل الصغير عقد عدّة اجتماعات للجنة القيادة تناولت بالدرس جملة من المواضيع أبرزها مسألة إضافة المعطيات الخاصة بجمعيات القروض الصغرى لمركزية المخاطر. وقد أصبح من الضروري تحديد قسط ثان لمركزية المخاطر يتعلق أساسا بالنقاط التالية:
- إدراج المعطيات القديمة
  - إدراج معطيات جمعيات القروض الصغيرة عن طريق البنك التونسي للتضامن.
  - تحسين نوعية تقرير الاستشارة الموجه إلى مؤسسات التمويل الصغير:
  - إدراج الالتزامات التي يكون بمقتضاها الحريف ضامنا للخلاص
  - الربط بين الشخص الطبيعي والشخص المعنوي عبر النفاذ إلى القروض المهنية
  - إضافة عدد طلبات الاسترشاد خلال الثلاثين يوما الأخيرة بخصوص حريف ما

تمحورت أهم المداخلات والنقاشات والحوارات حول المحيط الخاص بمؤسسات التمويل الصغير (التحديات الاجتماعية والاقتصادية والتنوع والابتكار والتكنولوجيات الحديثة في مجال التمويل الصغير) بالإضافة إلى التمويل الصغير الإسلامي.

كما تم، من جهة أخرى، تسليط الضوء على عملية اندماج جمعيات القروض الصغيرة والحوكمة لمؤسسات التمويل الصغير.

#### 4. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في المؤتمرات الدولية حول التمويل الصغير:

##### أ. الأسبوع الأوروبي للتمويل الصغير في لوكسمبورغ من 18 إلى 20 نوفمبر 2015:

في إطار ترأسها للحملة حول السنة الأوروبية للتنمية «2015 AED»، قامت دولة لوكسمبورغ بالإشراف على تنظيم الأسبوع الأوروبي للتمويل الصغير من قبل البرنامج الأوروبي (e-MFP) من 18 إلى 20 نوفمبر 2015 بـ «Abbaye de Neumünster».

وشاركت سلطة رقابة التمويل الصغير في فعاليات الأسبوع الأوروبي للتمويل الصغير في لوكسمبورغ حول موضوع «الإدماج المالي من أجل تنمية مستدامة».

وقد جمع هذا الملتقى عددا هاما من ممثلي المؤسسات البنكية والمالية والمنظمات الحكومية وغير الحكومية وشركات الاستشارات وباحثين وجامعيين لحضور اجتماعات ونقاشات معمّقة ورفيعة المستوى تمحورت أساسا حول الإدماج المالي المسؤول.

وباعتباره الحدث السنوي الأهم في قطاع التمويل الصغير في أوروبا، تم خلال الأسبوع الأوروبي للتمويل الصغير، تقديم عدة جلسات ونقاشات ارتكزت على محاور ذات صلة بالموضوع الرئيسي والأطراف الفاعلة في قطاع التمويل الصغير. كما مثل فرصة لسلطة رقابة التمويل الصغير لإقامة عديد العلاقات.

##### ب. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في ملتقى رفيع المستوى للسبع الكبار G7 بالتعاون مع دوفيل «Deauville» تحت عنوان «الإدماج المالي المسؤول لتحقيق الإدماج الاجتماعي والاستقرار» يوم 28 أبريل 2015 ببرلين:

في إطار الشراكة مع دوفيل «Deauville G7»، وبالتعاون مع «الاتحاد من أجل الإدماج المالي AFI»، نظّمت كل من الوزارة الفيدرالية للتعاون الاقتصادي والتنمية والوزارة الفيدرالية للمالية الألمانية مؤتمرا حول التحديات والفرص للإدماج المالي بجهة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا (MENA).

وسجّلت سلطة رقابة التمويل الصغير حضورها بهذا الملتقى الذي ضم أكثر من 100 مشارك رفيع المستوى وذلك يوم 28 أبريل 2015 بمدينة برلين الألمانية.

ويتمثل الهدف الأساسي من هذا الملتقى في إطلاق خطة العمل للتعاون مع دوفيل «Deauville» للإدماج المالي بالمنطقة، وتهدف هذه الخطة إلى مرافقة كل من مصر والأردن وليبيا والمغرب وتونس واليمن في تحقيق إصلاحاتهم الشاملة وذلك بتمكين المزيد من سكان هذه الدول من التمتع بخدمات مالية في نظام مالي رسمي وقيادتهم نحو نمو اقتصادي مستدام.

كما تم خلال هذا الملتقى تقديم وجهات نظر وآفاق كل من المشاركين من القطاع الخاص والمؤسسات المالية الدولية وبلدان مجموعة السبع G7.

المتعلّقة بتمويل المؤسسات المتناهية الصغر والصغرى والمتوسطة في إطار اتفاقية القرض بقيمة 72.6 مليون أورو المبرمة بين الجمهورية التونسية والبنك العالمي للإنشاء والتعمير.

- ضبط المذكرة عدد 6 لسلطة رقابة التمويل الصغير حول مركزية المخاطر لقطاع التمويل الصغير.

### ج. قرارات تتعلق برقابة مؤسسات التمويل الصغير:

- ضبط برنامج المراقبة على عين المكان لبقية سنة 2015.
- ضبط برنامج المراقبة على عين المكان لسنة 2016.
- ضبط المعلومات والتقارير التي يتعين على مؤسسات التمويل الصغير تقديمها دوريا إلى سلطة رقابة التمويل الصغير.

## 3. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في الدورات التكوينية والتحسيسية بالتمويل الصغير في تونس:

### أ. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في ورشة للتخطيط لتطوير جمعية مهنية لمؤسسات التمويل الصغير

في إطار مشروع دعم قطاع التمويل الصغير في تونس، نظمت الوكالة الألمانية للتنمية «GIZ» يومي 1 و 2 سبتمبر 2015 ورشة عمل للتخطيط لتطوير جمعية مهنية لمؤسسات التمويل الصغير في تونس.

وبحضور ممثلين عن مؤسسات التمويل الصغير ووزارة المالية وسلطة رقابة التمويل الصغير، مثل هذا الملتقى فرصة للمشاركين لتبادل الأفكار حول خصوصيات الجمعية المهنية وإطارها وهدفها ونظامها الأساسي والتوجهات والأنشطة المتعلقة بها.

وكانت مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير عند انطلاق أشغال الورشة والتي خصّصت لتقديم دور هذه الجمعية المهنية في تطوير قطاع التمويل الصغير وأحسن أساليب التصرف والتطوير الواجب إتباعها وانتظارات مؤسسات التمويل الصغير إزاء هذه الجمعية المهنية.

وقد مثلت هذه الورشة أيضا، فرصة للمشاركين لاكتشاف تجارب الجمعيات المهنية في الخارج مع التأكيد على كيفية مواجهتها للتحديات والفرص في ظروف مماثلة خصوصا في الأردن ( جمعية تنمية ).

### ب. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في اليوم الدراسي «محمد زين» حول موضوع التمويل الصغير: ما هي الآفاق؟» بتاريخ 13 نوفمبر 2015 (بكلية الحقوق والعلوم السياسية بتونس):

شاركت سلطة رقابة التمويل الصغير في اليوم الدراسي حول موضوع «التمويل الصغير: ما هي الآفاق؟» يوم 13 نوفمبر 2015 بكلية الحقوق والعلوم السياسية بتونس.

تمّ تنظيم هذا اللقاء من قبل مخبر قانون العلاقات الدولية والأسواق والمفاوضات «DRIMAN» وجمع عددا هاما من الباحثين والأساتذة الجامعيين وإطارات وطنية عليا.

وقدّم السيد عماد درويش، عضو مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير والمدير العام للدراسات والتشريع في وزارة العدل، مداخلة حول «تطور الإطار القانوني لمؤسسات التمويل الصغير». كما قدّم السيد محمود منتصر منصور الرئيس المدير العام لسلطة رقابة التمويل الصغير مداخلة بعنوان «واقع قطاع التمويل الصغير منذ 2011 وآفاقه».

ويُلخّص الجدول التالي تواريخ إسناد الموافقة المبدئية والتراخيص لمؤسسات التمويل الصغير:

تاريخ ترخيص وزير المالية		تاريخ الموافقة المبدئية		مؤسسة التمويل الصغير
قرار وزير المالية	رأي سلطة رقابة التمويل الصغير	قرار وزير المالية	رأي سلطة رقابة التمويل الصغير	
2014 /03/28	2014 /03/07	2014 /02/19	2014 /01/10	شركة «تيسير للتمويل الصغير»
2014 /10/03	2014 /09/19	2014 /08/15	2014 /07/04	شركة «ميكروكراد تونس»
2015 /01/22	2014 /12/29	2014 /08/15	2014 /07/04	شركة «أدفنس تونس»
2015 /04/21	2015 /03/26	2014 /10/03	2014 /09/19	شركة «المركز المالي للباعثين»
2015 /08/19	2015 /06/16	-	-	تفريع نشاط التمويل الصغير لجمعية دعم التنمية الذاتية «أسد»
2015 /12/31	2015 /10/23	-	-	تفريع نشاط التمويل الصغير لأندا العالم العربي
2016 /05/06	2016 /04/20	2016 /01/07	2015 /12/04	شركة «الزيتونة تمكين»

ب. إبداء الرأي في النصوص الترتيبية المتعلقة بالتمويل الصغير المعروضة على الهيئة خلال سنة 2015:

- مشروع قرار وزير المالية المتعلق بضبط معايير الحوكمة لمؤسسات التمويل الصغير والجمعيات التنموية.
- مشروع قرار وزير المالية المتعلق بضبط قواعد ومعايير التصرف والشفافية المالية لمؤسسات التمويل الصغير والجمعيات التنموية.
- مشروع قرار وزير المالية المتعلق بضبط نسب وصيغ استخلاص مساهمات مؤسسات التمويل الصغير الراجعة لسلطة رقابة التمويل الصغير

ت. قرارات تتعلق بالتنظيم والإجراءات الداخلية الخاصة بسلطة رقابة التمويل الصغير:

- ضبط دليل الإجراءات المتعلق بدراسة ملفات طلبات الترخيص لتفريع نشاط التمويل الصغير.
- ضبط دليل الإجراءات المتعلق بدراسة ملفات طلب الترخيص لاقتناء أسهم مؤسسة تمويل صغير.
- ضبط دليل الإجراءات المتعلق بمراقبة الوثائق.
- ضبط دليل الإجراءات المتعلق بالمراقبة على عين المكان.

ج. قرارات تتعلق بتطوير قطاع التمويل الصغير:

- النظر في إشكالية إسناد تمويلات صغرى بنسبة فائدة 0% من قبل جمعيات غير مرخص لها في ممارسة نشاط التمويل الصغير.
- ضبط المذكرة عدد 5 لسلطة رقابة التمويل الصغير الموجهة إلى مؤسسات التمويل الصغير.

## انشاط سلطة رقابة التمويل الصغير

### 1. تقديم سلطة رقابة التمويل الصغير

أحدثت سلطة رقابة التمويل الصغير بمقتضى أحكام الفصل 43 من المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير وهي هيئة مستقلة تتمتع بالشخصية المعنوية وبالاستقلال المالي ممّا يضمن حيادها ويكسبها صلاحيات السلطة العمومية التي تمكنها من أداء دورها الرقابي لقطاع التمويل الصغير. وتم ضبط طرق تسييرها بمقتضى أحكام الأمر عدد 2128 لسنة 2012 المؤرخ في 28 سبتمبر 2012.

تتمثل مهام سلطة رقابة التمويل الصغير خاصة في:

- دراسة ملفات الترخيص لمؤسسات التمويل الصغير وإبداء الرأي فيها،
- مراقبة الوثائق والمراقبة على عين المكان لمؤسسات التمويل الصغير واتحاداتها والجمعيات التي قامت بتفريع نشاطها،
- إرساء منظومة لتجميع المخاطر المتعلقة بالقطاع وتبليغها لمؤسسات التمويل الصغير عند طلبها ويمكن لها للغرض أن تطلب من مؤسسات التمويل الصغير أن تمدّها بجميع الإحصائيات والمعلومات التي تسمح لها بالاطلاع على تطور نشاطها. كما يمكن لها إبرام عقود شراكة مع سلط رقابة مماثلة لتبادل المعلومات،
- تسليط خطايا و/أو عقوبات إدارية، ما عدى سحب الترخيص، في حالة مخالفة أحكام هذا المرسوم ونصوصه التطبيقية،
- تقديم مقترح معلل لوزير المالية حول سحب الترخيص لمؤسسات التمويل الصغير واتحاداتها،
- إبداء رأيها لوزير المالية بخصوص التشاريع المتعلقة بالتمويل الصغير.

### 2. اجتماعات مجلس الإدارة وأهم القرارات

تمّ عقد ثمانية اجتماعات لمجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير خلال سنة 2015، أي بمعدل اجتماع كل ستة أسابيع، تمّ فيها اتخاذ جملة من القرارات أهمّها:

#### أ. إبداء الرأي في الملفات الخاضعة للتراخيص:

- طلب الترخيص لمؤسسة « المركز المالي للباعثين» لممارسة نشاط التمويل الصغير.
- طلب الترخيص لمنظمة أندا العالم العربي لتفريع نشاط التمويل الصغير في شكل شركة خفية الاسم تمّ إحداثها للغرض وتحمل اسم «إندا تمويل».
- طلب الترخيص لجمعية دعم التنمية الذاتية «أسد» لتفريع نشاط التمويل الصغير في مؤسسة تمويل صغير في شكل جمعية تمّ إحداثها للغرض تحمل اسم «أسد تمويل».
- طلب الترخيص لمؤسسة «الزيتونة تمكين» لممارسة نشاط التمويل الصغير.

- تطوير مركزية مخاطر التمويل الصغير،
- الترفيع في عدد أعوان سلطة رقابة التمويل الصغير من خلال انتداب مراقبين جدد،
- تنظيم عديد الدورات التكوينية حول مراقبة مؤسسات التمويل الصغير لفائدة جميع مراقبي سلطة رقابة التمويل الصغير،
- إرساء معايير حذرة وقواعد تصرّف تنطبق على مؤسسات التمويل الصغير، وضبط عناصر التقارير الدورية التي يجب على هذه المؤسسات إرسالها إلى سلطة رقابة التمويل الصغير. وفيما يتعلق بهذه النقطة الأخيرة، تقوم جميع مؤسسات التمويل الصغير المرخص لها بتقديم جميع عناصر التقارير المطلوبة بصفة دورية عن طريق المراسلات الرسمية وكذلك الكترونيا، بما في ذلك التقارير المتعلقة بالمعايير الحذرة، وتتمثل هذه المعايير خاصة في:
  - مؤشر كفاية رأس المال المحدد بالنسبة لمؤسسات التمويل الصغير المكوّنة في شكل شركات خفية الاسم بنسبة دنيا تقدر بـ ١٥٪، حيث يجب أن تمثل الأموال الذاتية الصافية لكل مؤسسة تمويل صغير في شكل شركة خفية الاسم نسبة ١٥٪ على الأقل من الأصول المرجحة وفق حصص المخاطر، كما أن الأموال الذاتية الصافية الأساسية يجب ألا تقل وبصفة دائمة عن ١٠٪ من الأصول المرجحة وفق حصص المخاطر،
  - قواعد التصنيف وتخصيص المدّخرات على ديون الحرفاء والنسب الدنيا من المدّخرات حسب قسم المخاطر بالنسبة الى جميع مؤسسات التمويل الصغير سواء كانت شركات خفية الاسم أو جمعيات.
- بعد مرور أكثر من سنة على صدور القانون عدد 46 لسنة 2014 المؤرخ في 24 جويلية 2014، الذي مدّد في الأجل الأقصى المحدد لامتنال جمعيات القروض الصغيرة لأحكام المرسوم عدد 117 لسنة 2011 إلى غاية 31 ديسمبر 2016، وسنة قبل انقضاء هذا الأجل، لم تتمكن أي جمعية من جمعيات القروض الصغيرة باستثناء جمعية دعم التنمية الذاتية «أسد» من الامتنال لأحكام هذا المرسوم. وتبقى مسألة إعادة هيكلة جمعيات القروض الصغيرة للامتنال إلى التشريع الحالي المنظم لنشاط مؤسسات التمويل الصغير من أهمّ التحديات التي تواجه قطاع التمويل الصغير في تونس والتي تستدعي مزيد تظافر مجهودات كل المتدخلين المعنيين.

**المدير العام لسلطة رقابة التمويل الصغير**  
**محمود المنتصر منصور**

## كلمة المدير العام

تم خلال سنة 2015، الترخيص لشركتين خفّية الاسم لممارسة نشاط التمويل الصغير. أذفنس تونس والمركز المالي للباعثين اللتان مثلنا على التوالي ثالث ورابع مؤسسة تشرع في ممارسة نشاط التمويل الصغير في تونس بعد تيسير للتمويل الصغير وميكروكراد تونس المتحصلتان على ترخيص منذ سنة 2014.

تمّ كذلك خلال سنة 2015 إسناد ترخيص لجمعية القروض الصغيرة أسد التي قامت بتفريع نشاط التمويل الصغير في جمعية أنشأتها للغرض تحت إسم أسد تمويل. هذا وتجدر الإشارة إلى أنّ جمعية أسد هي الجمعية الوحيدة التي امتثلت خلال سنة 2015 لأحكام المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرّخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلّق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير كما تمّ تنقيحه بالقانون عدد 46 لسنة 2014 المؤرّخ في 24 جويلية 2014.

وتحصّلت منظمة أندا العالم العربي خلال سنة 2015 على ترخيص لتفريع نشاطها المتعلّق بالتمويل الصغير في شركة خفّية الاسم تمّ إنشاؤها للغرض تحت إسم أندا تمويل. ودخل هذا الترخيص حيّز النفاذ ابتداء من غرّة جانفي 2016.

كما شهدت سنة 2015 أيضا تواصل الأشغال المتعلّقة بإنجاز القسط الأول من مشروع مركزية مخاطر التمويل الصغير، وقد تمّت عمليّة الاستلام الوقتي لهذا القسط يوم 17 جويلية من نفس السنة. وقبل هذا التاريخ، وإيماننا منها بضرورة التوقّي المبكر من مخاطر التداين المفرط والتداين المزدوج، قامت سلطة رقابة التمويل الصغير منذ 19 مارس 2015 بتوجيه مكثوب إلى جميع مؤسسات التمويل الصغير المتحصّلة على ترخيص لتعاطي النشاط تدعوهم من خلاله إلى تبادل المعلومات اللازمة عن حرفائهم. هذا وقد تمّ من خلال هذا المكثوب دعوة مؤسسات التمويل الصغير إلى التأكّد من الانتماء الفعلي لكلّ طالب تمويل صغير إلى الفئات المستهدفة التي نصّ عليها المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرّخ في 5 نوفمبر 2011، وللتذكير تتكون هذه الفئات من الأشخاص الطبيعيين:

– الذين ينتمون إلى العائلات المعوزة والفئات الضعيفة والذين لهم القدرة على ممارسة نشاط اقتصادي،

– أو الذين يتقنون مهنة أو حرفة أو نشاطا مدرّسا للدخل.

كما تمّ توجيه نفس المكثوب إلى جميع مؤسسات التمويل الصغير التي تحصلت على تراخيص بعد تاريخ 19 مارس 2015.

و من جهة أخرى، كانت سنة 2015 بالنسبة لسلطة رقابة التمويل الصغير سنة مليئة بالأحداث التي ساهمت في إرساء الأسس الضرورية لممارسة مهمّة الإشراف على القطاع من خلال:

– ضبط إجراءات المراقبة على الوثائق والمراقبة على عين المكان،

13	<b>6. تطور الجانب التنظيمي والموارد البشرية لسلطة رقابة التمويل الصغير</b>
13	أ. الإنتدابات وأهداف تطويرها على المدى المتوسط
14	ب. نشاط التكوين وتطوير الكفاءات
16	<b>ا. واقع التمويل الصغير في تونس سنة 2015</b>
16	<b>1. تطور الإطار التشريعي والترتيبي لقطاع التمويل الصغير</b>
18	<b>2. معطيات حول قطاع التمويل الصغير</b>
18	أ. تطور القروض الصغرى المسندة
19	ب. معدل مبلغ القرض الصغير
20	ت. المبلغ الجاري للقروض الصغرى
20	ث. محفظة المخاطر 30 يوم لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم وإندا العالم العربي
20	ج. المعطيات المالية حول مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم وإندا العالم العربي
22	د. توزيع القروض الصغرى حسب الجهات
23	هـ. توزيع القروض الصغرى حسب قطاع النشاط
24	و. توزيع القروض الصغرى حسب نوع المشروع
26	ز. توزيع القروض الصغرى حسب النوع الاجتماعي
26	ح. توزيع القروض الصغرى حسب النوع الاجتماعي
29	<b>ا. حركية تطوّر قطاع التمويل الصغير</b>
29	<b>1. دراسة حول الخلاص عن طريق الهاتف الجوال ووضعية المالية الرقمية في تونس</b>
29	<b>2. دراسة حول واقع الإدماج المالي في تونس «الشرائح محدودة الدخل والمؤسسات متناهية الصغر» سبتمبر 2015</b>
29	<b>3. مشروع إعادة هيكلة جمعيات القروض الصغيرة في كل من ولاية سليانة وبنزرت</b>
30	<b>4. مرصد الإدماج المالي</b>
30	<b>الملاحق</b>
	<b>القوائم المالية لسلطة رقابة التمويل الصغير والتقاريرين العام والخاص لمراقب الحسابات</b>

# الفهرس

6	.....	كلمة المدير العام
8	.....	<b>ا. نشاط سلطة رقابة التمويل الصغير</b>
8	.....	<b>1. تقديم سلطة رقابة التمويل الصغير</b>
8	.....	<b>2. اجتماعات مجلس الإدارة وأهم القرارات</b>
8	.....	أ. إبداء الرأي في الملفات الخاضعة للتراخيص
		ب. إبداء الرأي في النصوص الترتيبية المتعلقة بالتمويل الصغير المعروضة على
9	.....	الهيئة خلال سنة 2015.
9	.....	ت. قرارات تتعلق بالتنظيم والإجراءات الداخلية الخاصة بسلطة رقابة التمويل الصغير
9	.....	ث. قرارات تتعلق بتطوير قطاع التمويل الصغير
10	.....	ج. قرارات تتعلق برقابة مؤسسات التمويل الصغير
		<b>3. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في التكوين والتوعية</b>
10	.....	<b>بالتنظيم في تونس</b>
		أ. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في ورشة لتخطيط وتنمية الجمعية
10	.....	المهنية لمؤسسات التمويل الصغير في تونس.
		ب. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في اليوم الدراسي «محمد زين» تحت شعار
		«التمويل الصغير: ماهي الآفاق» يوم 13 نوفمبر 2015 بكلية الحقوق و العلوم
10	.....	السياسية بتونس.
		<b>4. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في المؤتمرات الدولية</b>
11	.....	<b>حول التمويل الصغير</b>
11	.....	أ. الأسبوع الأوروبي للتمويل الصغير في لوكسمبورغ: من 18 إلى 20 نوفمبر
		ب. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في ملتقى G7 بالتعاون مع دوفيل تحت
11	.....	عنوان «الإدماج المالي المسؤول لتحقيق الإدماج الاجتماعي والاستقرار»: 28 أبريل ببرلين
		<b>5. دور سلطة رقابة التمويل الصغير في تطوير البنية التحتية</b>
12	.....	<b>للتنظيم الصغير</b>
12	.....	أ. مشروع إرساء مركزية المخاطر الخاصة بقطاع التمويل الصغير
13	.....	ب. تطوير الدور الرقابي على مؤسسات التمويل الصغير
13	.....	ب.1. إعداد دليل الإجراءات لمراقبة الوثائق و المراقبة على عين المكان
		ب.2. تحديد مختلف المعلومات والتقارير المطلوبة من مؤسسات التمويل الصغي
13	.....	ر لسلطة رقابة التمويل الصغير

## تركيبة مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير

1. **محمود منتصر منصور :**  
الرئيس، المدير العام لسلطة رقابة التمويل الصغير
2. **عماد درويش :**  
عضو، قاض من الرتبة الثالثة
3. **نعيمة بن عاقلة :**  
عضوة، مستشارة لدى المحكمة الإدارية
4. **علي الورغي :**  
عضو، ممثل عن وزارة المالية
5. **أنيس بن تعاريت<sup>(1)</sup> :**  
عضو، ممثل عن الهيئة العامة للتأمين
6. **محمد عادل سويدان<sup>(2)</sup> :**  
عضو، ممثل عن المجلس الوطني للمحاسبة
7. **نبيل فلغال :**  
عضو، ممثل عن البنك المركزي التونسي
8. **هدى غزي خليفة :**  
عضوة تم اختيارها لخبرتها في ميدان التمويل الصغير.

### مراقب الحسابات :

الشركة العالمية للاستشارة والتدقيق « ICCA »

<sup>1</sup> تعويض السيدة أسماء مذيوب بالسيد أنيس بن تعاريت كعضو بمجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير ممثل عن الهيئة العامة للتأمين.

<sup>2</sup> إحالة السيد محمد عادل سويدان على التقاعد خلال سنة 2015.





Autorité de Contrôle de la Microfinance  
سلطة رقابة التمويل الصغير

# التقرير السنوي 2015

سلطة رقابة التمويل الصغير

57 مكرر نهج المختار عطية - مبنى الشركة التونسية للبنك الطابق الثالث

الهاتف : +216 70 013 762

الفاكس: +216 71 125 796

موقع الواب: [www.acm.gov.tn](http://www.acm.gov.tn)